

N° HORS-SÉRIE

5€

LA REVUE DU  
PROJET

# CONVENTION NATIONALE DU PCF SUR L'INDUSTRIE

22/23 NOVEMBRE 2014

PARIS

**PCF**  
Parti communiste français

**FRONT  
DE GAUCHE**

Parti communiste français



**CONVENTION**  
NATIONALE DU PCF  
**SUR L'INDUSTRIE**

---

22 - 23 NOVEMBRE 2014

---

PARIS

---

# SOMMAIRE

<b>Rapport introductif</b> : Alain OBADIA .....	6
<b>Le cas du Nord-Pas-de-Calais</b> : Bertrand PERICAUD .....	15
<b>Le rôle du crédit</b> : Denis DURAND .....	18
<b>Services publics et industrie</b> : Gilbert GARREL .....	20
<b>L'industrie, moteur de l'économie</b> : Paloma LOPEZ .....	22
<b>La numérisation de l'industrie</b> : Thierry WEIL .....	24
<b>Des mutations considérables</b> : Jean-Christophe LE DUIGOU .....	26
<b>Définancieriser l'entreprise pour sortir de la crise</b> : Sophie BINET .....	29
<b>Contribution collective de :</b> Bernard DEVERT, Jean-Jacques DESVIGNES, Christian PILICHOWSKI .....	31
<b>Synthèse des ateliers</b> : Jean-François BOLZINGER .....	34
<b>Introduction de la 2<sup>e</sup> journée</b> : Nicolas MARCHAND .....	38
<b>Conclusions</b> : Pierre LAURENT .....	44
DOCUMENT : CONVENTION DU PCF SUR L'INDUSTRIE <b>Une nouvelle industrialisation :</b> <b>UN ENJEU MAJEUR POUR LA FRANCE EN EUROPE</b> .....	52

## CONVENTION NATIONALE

# LE PCF DESSINE UNE RECONQUÊTE INDUSTRIELLE

Deux cents militants communistes et syndicalistes se sont réunis le week-end des 22 et 23 novembre 2014 à Paris pour définir une « ambition industrielle, un renouveau industriel social et écologique pour la France ».

**A**lain Obadia, économiste communiste, a ouvert les travaux, samedi. La qualité des invités témoignait de l'intérêt suscité par la démarche : on notait ainsi la participation de plusieurs dirigeants fédéraux ou d'unions professionnelles comme Gilbert Garrel (CGT Cheminots), Sophie Binet (CGT des Cadres et techniciens), Philippe Martinez (CGT Métallurgie), Marie-Claire Cailletaud (CGT Énergie) mais aussi Mohamed Oussedik, responsable confédéral CGT ou l'économiste Jean-Christophe Le Duigou.

Alain Obadia a décrit la phase de désindustrialisation, le tournant technologique auquel est confrontée l'industrie, l'enjeu de la nécessaire préservation de l'écosystème, la subordination actuelle de tous les choix à la finance. La France, note Jean-Christophe Le Duigou, dispose encore d'un socle industriel important. « L'industrie est encore un atout de la France en dépit de tous les coups portés » estime Philippe Martinez mais il faut « agir avant qu'il ne soit trop tard ». Mohamed Oussedik a appelé les salariés à lutter pour le droit d'intervenir sur tous les choix stratégiques de l'entreprise.

« Avec la désindustrialisation, on est au cœur de la désespérance sociale sur laquelle surfe le FN, et au cœur des problèmes écologiques sur lesquels surfent les autres partis politiques » a souligné Jean-François Bolzinger,

syndicaliste et militant communiste. Le PCF propose de s'impliquer dans la stratégie des entreprises et pour y parvenir, il milite pour la mise en place d'une démocratie sociale et citoyenne qui doit se traduire par de nouveaux droits pour les salariés.

La question du financement des entreprises a été débattue. Pour Jean-Christophe Le Duigou, « rien n'est possible sans desserrer les contraintes de la rentabilité sur le financement des entreprises ». Les gâchis imputables au capital dans le déclin industriel ont été pointés. Gâchis notamment dus à l'organisation capitaliste du travail générant la « production de rebuts » a rappelé Philippe Martinez, de la CGT Métallurgie. Aux pressions à la baisse sur le « coût du travail » est opposée la revalorisation des savoir-faire et des qualifications. Ce qui passe par « ne pas opposer la vieille et la nouvelle industrie » rappelle Philippe Martinez, et par le réinvestissement de la puissance publique.

Jean-François Bolzinger devait synthétiser les débats de samedi. La seconde journée, dimanche, a été introduite par Nicolas Marchand.

Dans ses conclusions, Pierre Laurent proposa de mettre la question de l'industrie « au cœur de tous les débats [...] et d'entrer dans un processus de grands débats publics et citoyens ». ■

## RAPPORT INTRODUCTIF

### **Alain Obadia\***

Chers camarades et amis,

**N**os travaux de ce week-end sur les questions de l'industrie sont importants à plus d'un titre.

En premier lieu, nous devons constater qu'il y avait très longtemps que notre Parti ne s'était pas placé en situation de réfléchir à ces problématiques au niveau nécessaire et de mettre en place un processus de travail ainsi qu'un dispositif d'intervention adapté.

Sur le fond, nous devons actualiser notre analyse :

- apprécier l'ampleur et la rapidité des mutations induites par l'explosion actuelle du numérique dans l'industrie ;
- expliciter l'influence des défis écologiques sur la transformation des modèles productifs ;
- rendre compte de la modification profonde intervenue dans les relations entre industrie, services et services publics ;
- et enfin, mettre en avant des propositions permettant de faire face aux enjeux de la période.

Le document préparatoire diffusé avant l'été est une ébauche de cet approfondissement. Nous avons conscience qu'il est largement à améliorer. C'est ce à quoi nous nous attellerons après la convention en prenant en compte :

- les contributions qui nous sont parvenues (elles sont au nombre de 30) ;
- les débats préparatoires qui ont pu se dérouler dans une période pourtant très chargée pour les organisations du Parti avec la Conférence nationale des 8 et 9 novembre et la journée de mobilisation du 15. Nous en avons recensé une quarantaine (dont certaines se tiendront après la convention) ;
- nous prendrons, en compte, cela va de soi, le débat d'aujourd'hui et de demain.

### **Enjeux et réalités de la situation**

Nos travaux sont importants aussi parce qu'ils portent sur une question vitale pour notre pays.

Depuis quatre décennies, en effet, le grand patronat et les gouvernements qui se sont succédé en France ont choisi d'abandonner l'industrie. Cette orientation correspond à l'installation, au plan planétaire, du paradigme néolibéral et de la mondialisation financiarisée. S'appuyant sur la révolution technologique et informationnelle leur permettant de mettre en concurrence les travailleurs à l'échelle mondiale, les grands groupes et les marchés financiers, de plus en plus interpénétrés, ont arbitré la localisation de leurs investissements en fonction de la rentabilité la plus élevée des capitaux. Dumping social, fiscal ou environnemental, telle a été leur boussole.

Dans le même mouvement, une bataille d'idées intense a été développée pour

légitimer cet abandon. Nous étions paraît-il entrés dans l'ère de la société « postindustrielle ». Loin d'être une calamité, le dépérissement industriel était un signe de modernité. Les services devaient prendre le relais. Ceux qui disaient autre chose et se battaient n'étaient que des passésistes bornés. Aujourd'hui cette argumentation a explosé en vol et il est devenu manifeste qu'un pays qui n'est plus capable de subvenir à une part suffisamment significative de ses besoins est un pays qui s'appauvrit et qui décline.

Malheureusement, les dégâts sont graves. Malgré les discours sur la nécessité de la réindustrialisation, l'effondrement se poursuit. En 2012, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée du pays était inférieure à 10 %. Entre 2000 et 2012, plus d'un million d'emplois industriels ont été supprimés. La crise de 2007-2008 a joué comme un accélérateur du déclin, la production industrielle ayant chuté de 18 % depuis 2007. L'an dernier, en 2013, l'investissement des entreprises poursuivait sa régression à - 5 %. Sur les douze dernières années, l'investissement dans l'industrie a diminué de 44 milliards d'euros.

Il faut absolument stopper cette spirale et s'engager dans une nouvelle industrialisation du pays.

Les enjeux sont impérieux ! Allons-nous lutter enfin efficacement contre le cancer du chômage en créant les centaines de milliers d'emplois nécessaires grâce à l'investissement dans les activités répondant aux besoins ? Allons-nous ainsi sortir de l'enlèvement dans la stagnation voire dans la quasi-récession que connaît notre pays depuis des années ? Allons-nous construire un avenir et des perspectives à notre jeunesse, ainsi qu'à des millions d'ouvriers, de salariés de toutes catégories, de chômeurs, de petits

entrepreneurs, d'agriculteurs ou allons-nous continuer à alimenter la désespérance et le repli sur soi qui sont, tout à la fois, le fondement de la résignation ambiante et le terreau de l'expansion de l'extrême-droite ?

Cela implique évidemment une forte volonté politique en rupture avec l'orientation, du pouvoir actuel, de soumission au MEDEF et aux grands groupes.

Il faut cesser d'alimenter leur boulimie de profit – au détriment du pays – à coup de CICE et d'exonérations de cotisations patronales, sans résultat tangible sur l'emploi et l'investissement.

Pire même c'est au moment où se multiplient les cadeaux que se multiplient aussi les articles dans la presse sur « l'exode des patrons du CAC 40 ». Certains s'installent à Hong Kong d'autres à Londres ou à Boston. Amsterdam ou Zürich sont particulièrement prisés pour l'émigration des sièges sociaux. D'après la Banque de France, la moitié des groupes du CAC 40 sont détenus majoritairement par des non-résidents. Pour l'ensemble du CAC, le chiffre est de 47 % en moyenne. Dans ces conditions, comment penser qu'un appel « à la responsabilité » (puisque tel est le nom du pacte) vis-à-vis de la France, même assorti d'un soutien à leurs profits – soutien qu'ils empochent sans vergogne – pourrait inverser la tendance ? Alors qu'il faudrait faire baisser le coût du capital, le gouvernement n'a les yeux rivés que sur la baisse du coût du travail. Absurde quand le même jour toute la presse nous dit tout à la fois que « 2014 sera une année record pour les bénéfices » et que « les revenus les plus modestes ont baissé de 6 % en cinq ans »

Le constat est d'autant plus amer que la France a de nombreux atouts. Nous avons des salariés, des ingénieurs, des chercheurs,

hommes et femmes, de très grande compétence. Parmi les plus jeunes, en particulier, existent des porteurs de projets dans les technologies les plus avancées avec des entreprises de pointe dans la robotique, dans le numérique, dans la santé avec le cœur artificiel etc. Nous avons des milliers de vrais entrepreneurs qui veulent développer des activités utiles, voire innovantes, bénéfiques pour l'emploi et la vie des territoires. Nous avons de nombreux citoyens qui voudraient mettre en place des structures de l'économie sociale, ou un *fab-lab*, des salariés qui voudraient monter des coopératives. Or, cette énergie créatrice se heurte trop souvent à des stratégies bancaires et financières qui font passer la rentabilité à court terme avant l'irrigation du champ économique.

L'urgence politique est donc de définir, avec la participation de tous les acteurs : responsables économiques bien sûr, mais aussi syndicats, élus, associations, experts etc. une politique industrielle adaptée aux réalités d'aujourd'hui. Voilà pourquoi nous nous battons pour la réunion d'une conférence nationale pour un développement productif social et écologique.

Comme chacun le comprend, l'intervention des salariés, leurs luttes et celles des populations concernées jouent un rôle déterminant. En se battant pour le maintien des sites, la sauvegarde des emplois, le développement des activités, la définition de perspectives d'avenir, les salariés de Sanofi, d'Asco Métal, de Kem One, de Veolia, de PétroPlus, d'Alcatel, de PSA – et de bien d'autres entreprises que je ne peux toutes citer – défendent après ceux d'Arcelor Mittal, de Goodyear ou de Continental les intérêts du pays. C'est devant eux et pas devant le MEDEF qu'il faut crier haut et fort « nous aimons l'entreprise »

parce que ce sont eux qui la défendent en tant que collectif de travail produisant des richesses pour répondre aux besoins et non comme une société d'actionnaires d'abord attentifs à leurs dividendes. Ces salariés qui luttent convergent, en cela, avec les travailleurs des services publics qui se sont battus ou se battent pour cette dimension si essentielle du vivre ensemble : cheminots, hospitaliers, salariés des transports ou de l'énergie, marins de la SNCM et tous les autres. Il en va de même des salariés des services qui sont entrés dans l'action : femmes de ménages des grands hôtels parisiens, coiffeuses et manucures, salariés du commerce qui veulent défendre leurs dimanches.

Dans ces luttes, toutes et tous, peuvent compter sur les communistes, sur les militants, sur les élus. Nous sommes avec eux, nous sommes parmi eux, nous sommes de leurs combats ! Au total, en effet, l'intervention des salariés, leur mise en mouvement est un élément décisif pour tout pas en avant, pour toute avancée transformatrice concernant le potentiel productif de la France.

Alors, une nouvelle industrialisation, qu'est-ce que ça signifie ? Qu'est-ce que cela suppose ?

Pour ne pas être trop long, je ne vais évidemment pas reprendre tous les sujets traités dans le document préparatoire. Je n'entrerai pas non plus dans des développements que vous pouvez retrouver par ailleurs.

Je tenterai, en revanche, de présenter la cohérence de la démarche que propose le collectif de préparation de nos travaux et expliciter pourquoi nous parlons de nouvelle industrialisation et pas seulement de redressement productif.

## **1- Insistons tout d'abord sur les relations nouvelles existant entre l'industrie et les services en incluant dans ces derniers les services publics**

Une part essentielle des activités externalisées telles la maintenance, la logistique l'informatique, l'ingénierie, et maintenant la recherche sont en fait parties intégrantes du cycle productif. À noter que la catégorie « services aux entreprises », dont beaucoup de composantes résultent de l'externalisation, regroupe 2,4 millions de salariés pour 3,7 millions dans l'industrie *stricto sensu*.

Mais d'autres phénomènes émergent. Tout d'abord, la simple utilisation d'un nombre croissant de produits (de haute technologie mais pas seulement) implique désormais des services associés (*tutoring*, après vente, conseils en ligne, etc.).

Depuis quelques années, nous assistons à un développement rapide de « l'économie de fonctionnalité », c'est-à-dire de services dont les produits industriels sont le support. (les abonnements de téléphonie mobile et d'Internet, les véhicules en libre-service comme Autolib ou les contrats de pneumatiques pour une durée d'utilisation donnée en sont les exemples les plus connus).

Les services publics sont totalement concernés par ces évolutions car ils sont parmi les principaux prescripteurs de la production industrielle, que ce soit dans l'énergie, les transports, la santé ou certaines administrations. Loin d'opposer industrie et services comme l'a fait pendant des décennies la pensée conformiste, il faut au contraire en voir les interdépendances multiformes.

Sans oublier que la présence de nombreux salariés et de leurs familles sur un territoire permet l'existence et le développement de

multiples entreprises de services. Le saccage industriel de ces dernières décennies a permis de le constater... mais malheureusement en négatif !

## **2- Nous devons appréhender la puissance et la rapidité de la révolution numérique dans les process de production**

Certains pourraient dire : « il y a longtemps que ça existe ! » Certes, mais il y a du nouveau et du nouveau qui change bien des choses ! La numérisation des échanges économiques et productifs est désormais poussée à l'extrême. Avec l'industrie 4.0, les machines communiquent entre elles, les machines et les produits échangent des informations qui permettent une personnalisation poussée de la fabrication. Le *big data* industriel révolutionne le prototypage et la modélisation. La simulation a fait des pas de géants.

La fabrication additive (qu'on appelle de manière un peu réductrice l'imprimante 3D) a généré une activité prometteuse : l'Internet industriel des objets. Il est à la base des *fabs-labs* mais devient également un enjeu majeur pour la grande industrie.

Une nouvelle génération de robots dits collaboratifs (les « cobots ») voit le jour. L'objectif est d'interagir avec les humains. On travaille sur des robots capables de s'adapter grâce à leur « intelligence » embarquée.

Arrêtons-nous quelques instants sur les réflexions politiques que ces réalités en plein mouvement peuvent nous suggérer.

- Tout d'abord, il nous faut en prendre conscience. Évidemment, aujourd'hui, l'usine 4.0 est encore considérée comme l'usine du futur. Le processus n'est qu'à son début. Pourtant il est déjà présent dans les grands groupes qui se doivent d'être à la pointe de

la technologie. De plus, malgré la vétusté globale de notre parc machine et le retard en équipement robotique de l'industrie française (la France dispose de 5 fois moins de robots que l'Allemagne et de 2 fois moins que l'Italie) nous savons que lorsque la technologie est là et que la pression de la rentabilité est forte, sa mise en place est rapide.

- D'où un second enjeu d'importance : la nécessité d'une maîtrise sociale de ce processus afin que le progrès technologique au lieu de se traduire en explosion du chômage, soit piloté collectivement pour le développement des capacités humaines et le progrès social.
- Comment ne pas pointer l'importance, dans une telle mutation, de pouvoirs collectifs nouveaux permettant aux salariés d'intervenir effectivement sur le contenu de leur travail, sur son organisation comme sur les formations – qui ne peuvent se limiter à adapter l'humain à la technologie mais doivent au contraire lui permettre d'en prendre la maîtrise. Cela implique évidemment la reconnaissance de ces formations et de la reconnaissance des qualifications tournée vers le développement des capacités de chaque salarié y compris au plan des salaires !
- Comment ne pas souligner aussi l'importance de notre proposition de sécurisation du parcours des salariés par l'organisation d'un couplage emploi-formation ?
- Comment enfin ne pas percevoir l'importance, pour les jeunes, d'une mise à jour des contenus de l'enseignement ; l'importance du développement de formations techniques de nouvelle génération ? Il faut permettre à chacun, dès la formation initiale, d'avoir accès aux connaissances pour se repérer dans ce monde en plein mouvement.

### **3- L'urgence des enjeux écologiques doit être pleinement intégrée dans le modèle productif que nous voulons promouvoir**

La question alarmante des émissions de gaz à effet de serre est d'une importance capitale. Les rapports du GIEC sur le changement climatique se font de plus en plus pressants ce qui donne une responsabilité accrue à la Conférence internationale Paris 2015 qui devra prendre des engagements en la matière. Optimiser en toutes circonstances l'efficacité énergétique, réduire drastiquement les émissions de CO<sub>2</sub> en diminuant la part des énergies carbonées dans la production électrique, le chauffage, les transports et l'industrie sont des priorités incontournables. Par parenthèse, l'existence en France d'un mix électrique avec une forte composante de nucléaire est un atout pour la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> et une base pour le développement des énergies renouvelables. Les ressources fossiles ne sont pas illimitées. Leur gestion responsable est devenue un impératif absolu. Toutes les voies pour leur substituer des ressources renouvelables doivent être explorées dès lors qu'elles débouchent sur des solutions efficaces. La préservation des écosystèmes doit désormais être considérée comme une dimension à intégrer dans les différents projets de développement sans jamais oublier que les humains sont partie intégrante des écosystèmes.

Ainsi, tout démontre l'urgence de transformer en profondeur les modèles de production comme de consommation.

Les deux sont en effet liés. Le consumérisme et le productivisme sont les deux faces d'une même médaille : celle de la suraccumulation financière en crise structurelle aujourd'hui.

Le modèle consumériste est fondé sur la recherche d'un *turnover* aussi rapide que possible des produits pour soutenir les ventes et les profits. Ainsi, dans la logique consumériste — productiviste, le moteur n'est pas la satisfaction des besoins mais la maximisation des profits. Revendiquer comme nous le faisons de sortir du productivisme ne signifie en rien être hostile à la production. C'est en revanche mener bataille pour que la production soit tirée par la satisfaction des besoins humains et non soumise aux lois court-termistes et irresponsables du dieu profit.

Un renouvellement de l'approche productive est donc nécessaire tout au long de la chaîne de valeur. Évidemment, ce renouvellement ne surgira pas sur un coup de baguette magique. Nous le concevons comme un processus ; mais un processus impliquant de l'ambition et de la volonté pour que ses délais soient les plus réduits possibles.

Car les réflexions, les technologies et les exemples concrets ne manquent pas.

Il faut rompre avec « l'obsolescence programmée » qui prospère au détriment de notre pouvoir d'achat et qui pousse au gâchis de matière et de matières premières.

L'écoconception doit devenir la règle générale pour orienter la production vers les objectifs de qualité, de durabilité et de modularité (permettant donc d'intégrer des améliorations technologiques sans être obligés d'acheter un nouveau produit). Des dispositifs législatifs et réglementaires doivent pousser en ce sens comme ils doivent impulser la gestion économe des matières premières, des matériaux et des ressources naturelles ainsi que leur substituabilité pour éviter les ruptures écologiques (exemple de la chimie végétale). L'Europe doit également prendre des

initiatives fortes pour favoriser ce processus. Bien évidemment, la lutte contre les pollutions de toutes sortes, la gestion et le recyclage des matériaux, des composants et des déchets doivent être conçus dès l'origine du produit. La création de filières de réparation et de maintenance doit être accélérée. Elle constitue l'une des caractéristiques novatrices de cette nouvelle approche.

Dans une logique d'« économie circulaire », conçue de manière ouverte et réaliste, à l'opposé de toute conception dogmatique, il faut développer les mises en réseaux pour organiser la complémentarité des besoins et les coopérations mutuellement profitables. Car les déchets des uns peuvent et doivent devenir les matières premières des autres. De même, la création d'écosystèmes industriels — rapprochant sur un même site, ou sur des sites proches, des entreprises intégrées à un tel cycle — permet de minimiser les contraintes de transports et de créer des synergies en matière énergétique ou dans les consommations de fluides.

À l'évidence, ces orientations novatrices — on parle même de nouveau paradigme industriel — impliquent une évaluation de la performance globale des entreprises qui ne peut se limiter aux critères de rentabilité et aux objectifs de compétitivité-coûts aujourd'hui prédominants. Les externalités (influences de l'activité sur son environnement) négatives ou positives doivent être systématiquement prises en compte. C'est une bataille politique de très grande importance car pour s'imposer vraiment dans l'activité productive, ces critères alternatifs doivent, pour une part conséquente, faire l'objet de normes d'ordre public.

C'est dans cette logique d'ensemble que s'intègre l'objectif de relocalisation en coopéra-

tion des productions qui est de plus en plus présent dans les débats. Cette démarche pourrait s'appuyer sur la prise en compte de ces externalités ainsi que sur le respect de normes sociales et environnementales. Elle ouvrirait des perspectives nouvelles pour un modèle productif rapprochant les lieux de production des lieux de consommation au plus grand bénéfice des salariés, des territoires et des populations concernés. Elle permettrait aussi de donner un véritable contenu à la notion de responsabilité sociale des entreprises, aussi bien à l'égard des territoires que dans les relations donneurs d'ordres-sous traitants.

Pour résumer toute cette partie, on peut affirmer que, contrairement à certaines visions étroites et passivistes, industrie et écologie ne sont pas antagonistes mais qu'elles peuvent être l'objet d'un même combat !

#### **4- Quels sont les principaux axes permettant de définir une politique industrielle répondant aux ambitions nécessaires pour le pays ?**

Nous avons besoin de mettre en place des structures de prospective et de planification renouée et démocratique. Il faut revaloriser le long terme, être capable de porter des projets pour préparer l'avenir et contribuer au processus d'émancipation des générations futures. Ces structures doivent permettre à toutes les composantes de la société – responsables économiques, syndicats, élus, associations, experts etc. – de participer à l'élaboration des décisions.

Ainsi pourraient être définies quelques priorités dans les filières à développer et dans les systèmes productifs (c'est-à-dire l'articulation d'acteurs appartenant à des filières différentes) à mettre en place. Au-delà de

l'aspect institutionnel des comités de filières existants dans le cadre du Conseil national de l'industrie et en articulation avec eux, il est nécessaire de croiser les réflexions en s'appuyant sur les nœuds technologiques porteurs de développement (le numérique avec notamment le *big data* et les objets connectés, nanotechnologies, biotechnologies agrotechnologies, nouveaux matériaux, technologies énergétiques, chimie végétale, biomimétisme, production additive, etc.).

La recherche joue évidemment un rôle capital dans l'effort nécessaire. Malgré le Crédit d'impôt recherche et ses effets d'aubaine, l'insuffisance globale de la R&D des entreprises constitue un handicap majeur pour notre pays. La création d'un pôle public de la recherche, dont les objectifs seraient de définir de grandes priorités pour l'effort de recherche et d'infléchir la recherche des entreprises vers des objectifs d'intérêt national, permettrait d'agir pour redresser la barre. Par la conception de son organisation, ce pôle public devrait favoriser la participation de tous les acteurs à l'élaboration des décisions.

Par ailleurs, les pôles de compétitivité devraient être profondément transformés. Nous parlons de « pôles technologiques de coopération » intégrant, comme des objectifs prioritaires, la production et la valorisation des recherches sur notre territoire.

Il faut pouvoir intervenir aussi sur les priorités des financements bancaires à l'économie. La création, au travers d'une loi bancaire ambitieuse, d'un pôle public financier articulant l'action de grands acteurs publics (BPI, Banque postale, Caisse des dépôts), des banques mutualistes et d'une ou plusieurs grandes banques à nationaliser donnerait une assise forte à la capacité d'action de la

puissance publique. De nouvelles règles de crédits sélectifs favoriseraient les investissements utiles, générateurs d'emplois et d'avancées écologiques. La création de fonds de développement soutenant le crédit sélectif, aux niveaux des régions comme au niveau national, favoriserait l'essor de l'intervention démocratique et citoyenne dans la promotion des projets industriels. Cette bataille devrait être relayée au niveau de l'Europe pour un Fonds de développement social et écologique.

Nous le voyons bien, pour exprimer tout son potentiel, le renouveau industriel doit s'intégrer dans un processus d'épanouissement démocratique à tous les niveaux. Celui-ci suppose des pouvoirs nouveaux d'intervention et de décision des salariés : avis obligatoire du CE pour les décisions stratégiques, participation de représentants des salariés dans les conseils d'administration, droit de veto suspensif des élus du personnel en cas de fermeture de sites ou de délocalisation avec l'obligation d'examiner les propositions des salariés, droit prioritaire de reprise de l'activité par les salariés en coopérative s'ils le souhaitent font partie des avancées indispensables.

Soulignons que les outils de maîtrise sociale de l'activité économique applicables à l'industrie vont plus loin encore. J'ai parlé des pôles publics financiers et de la recherche, précisons que des pôles publics doivent être constitués dans les filières stratégiques pour orienter les politiques d'investissement, de développement et de recherche. Ces pôles publics sont obligatoirement différents selon les activités concernées. Ils peuvent s'appuyer sur toute une palette d'outils de maîtrise collective. Nationalisations (tout particulièrement dans les services publics et certains

grands secteurs stratégiques par exemple le médicament ou l'énergie), prises de participations décisives, voire majoritaires, *golden share* (action avec droit de veto) dans des entreprises sensibles, créations de groupements d'intérêt économique (GIE) permettant aux entreprises de coopérer sur des projets ambitieux. Citons enfin deux outils dont j'ai déjà parlé : la constitution de coopératives par les salariés, la mobilisation de crédits bonifiés toujours conditionnés à la définition d'objectifs sociaux et environnementaux, etc. La dimension européenne du renouveau industriel est essentielle. Une rupture doit être opérée avec le dogme qui prévaut depuis plus de 25 ans selon lequel la meilleure allocation des ressources productives résulte de la concurrence libre et non faussée. Cette affirmation péremptoire a été largement démentie par les faits. C'est en son nom que Bruxelles a interdit les coopérations sur des projets structurants, assimilées à des distorsions de concurrence ou qu'elle a mené l'offensive à l'encontre des services publics. C'est encore en son nom que se négocie dans notre dos un traité transatlantique de libre-échange qui, s'il aboutissait, consacrerait la domination absolue des normes américaines et des prétentions des multinationales. Il faut absolument se battre pour écarter ce péril.

L'Europe a donc besoin d'une politique industrielle affirmée pour faire face aux grands défis de la transition écologique, de l'irruption du numérique de nouvelle génération, du niveau de son effort de recherche, du caractère impératif de construire des coopérations entre grandes entreprises mais aussi de favoriser les coopérations entre ces dernières et les PME ou ETI qui constituent la vascularisation des territoires. L'Europe a

besoin aussi d'une politique de l'énergie alors qu'elle est loin de subvenir à ses besoins et que les émissions de CO<sub>2</sub> doivent être drastiquement réduites.

Chers amis et camarades,

Je viens d'exposer les principales analyses et propositions que nous soumettons à notre débat. Mais je veux les assortir d'un commentaire qui me semble important. Notre démarche n'est surtout pas de réfléchir en vase clos, replié sur nous-même. Nous avançons des idées, une vision, nous les avons travaillées mais leur fonction est avant tout de participer à une construction collective qui nous dépasse largement. L'objectif, c'est d'ouvrir une perspective de développement profondément renouvelé, profondément transformé pour notre pays. C'est d'ancrer la conviction qu'une voie de progrès économique, social, écologique, démocratique existe en rupture avec l'avenir de régression qu'on nous prêche de toutes parts. C'est de travailler à un rassemblement majoritaire pour des politiques alternatives en rupture avec l'austérité.

Nous voulons donc réfléchir et travailler avec tous les acteurs concernés : les salariés, les organisations syndicales, les experts et chercheurs, les associations, les élus, les forces politiques, les responsables de PME et, je le dis, les entrepreneurs porteurs de projets et soucieux du développement du pays. Nous voulons le faire à tous les niveaux et sous les formes les plus diversifiées. Avec votre participation, cette volonté partagée, j'en suis certain, s'exprimera dans la suite de nos travaux.

Nous devons aussi débattre de la bataille politique que nous menons en tant que Parti communiste français, ou dans le cadre du Front de gauche, pour faire progresser les objectifs dont je viens de parler. Nous consacrerons à cela la plus grande partie de la matinée de demain à partir d'une introduction présentée par Nicolas Marchand. Dans ce cadre, nous devons concrétiser la mise en place d'une commission de travail sur la politique industrielle qui devra fonctionner en interaction étroite avec la commission « entreprises et lieux de travail » et en liaison avec les différentes commissions concernées. La convention nous permettra également d'aller plus loin sur la mise en œuvre de nos décisions de congrès en ce qui concerne le développement d'un véritable réseau militant au sein des entreprises et sur les lieux de travail.

Nous avons donc un programme chargé. Nous avons conscience que cette convention ne dira pas le dernier mot sur tout. Loin de là. En ce sens, elle n'est pas la fin mais plutôt le commencement d'un processus d'intervention, de propositions et de luttes sur des enjeux déterminants pour notre avenir. ■

**\*Alain Obadia** est animateur du secteur Production, industrie, services du Conseil national du PCF.

# Le cas du Nord-Pas-de-Calais

## Bertrand Pericaud\*

### (Extraits)

La défense et la promotion de l'industrie constituent un fil rouge pour les communistes de la région Nord-Pas de Calais. Notre région est la 4<sup>e</sup> région industrielle de France. La 1<sup>re</sup> région automobile, la 1<sup>re</sup> dans le ferroviaire, la 1<sup>re</sup> pour l'agro-alimentaire. Nous avons à peu près toute la gamme des activités industrielles, de la sidérurgie à la dentelle.

Nous avons des atouts clés : région frontalière avec la Belgique et la Grande-Bretagne, nous sommes au cœur d'un immense marché à 250 km de Paris, de Bruxelles, de Londres et de la Ruhr. Un carrefour logistique, que devrait renforcer demain le Canal Seine-Nord.

Nous restons enfin une grande région productrice d'énergie, avec la centrale nucléaire de Gravelines, la plus importante d'Europe. Le grand port méthanier en construction verra transiter à Dunkerque 20 % de la consommation française de gaz et 10 % de celle de la Belgique. Enfin, nous avons un projet de production de gaz de houille, comme la Lorraine, sans fracturation hydraulique... J'ai présidé d'ailleurs la mission d'enquête diligentée par la région sur cette question. C'est l'industrie au présent qui occupe nos journées, mais pour la comprendre, comprendre le rapport de la popu-

lation avec elle, un regard sur le passé récent est indispensable. La question industrielle est une question sociale et politique avant d'être un problème environnemental.

Le Nord-Pas-de-Calais compte 377 000 chômeurs. Sur le bassin minier, pas un taux de chômage en dessous de 16 %.

La nouvelle étape de la crise du capitalisme met de nouveau en danger nos entreprises industrielles.

Ces entreprises ne sont pas des canards boiteux, vieillot, fleurant bon le XIX<sup>e</sup> siècle, ou sorties des pages d'un roman de Zola. Non, ce sont des fleurons de l'industrie nationale. Pour en finir avec ce tableau très schématique, 10 % des salariés de l'industrie connaissent du chômage partiel. Et c'est sur ce terrain que Marine Le Pen prospère. Il y a un lien direct, entre la désindustrialisation, le taux de chômage et les scores électoraux de Marine Le Pen, venu apprendre et expérimenter dans le Pas-de-Calais.

Notre combat au quotidien pour le sauvetage des entreprises industrielles, c'est aussi le combat contre le FN.

**La « méthode » :** elle passe par un compromis, sans concession, avec le vice-président Pierre de Saintignon, adjoint de Martine Aubry, il vient du monde des affaires qu'il connaît bien. On se parle franchement (et il a compris très tôt dans quelle impasse nous

menait la politique de Hollande). Nous avons des désaccords, nous les actons. Par exemple, j'étais contre l'octroi de 2 millions d'euros au titre de la formation à **Renault** ou à **La Française de Mécanique**. Je pensais qu'il s'agissait là d'un moyen de financer le chômage partiel. Il ne m'a pas démenti sur ce point. Simplement, il voulait envoyer un signe positif à ces entreprises : on tient beaucoup à elles. On ne veut pas les voir partir... dont acte. Mais je suis persuadé que le jour où elles voudront partir, 2 millions d'euros ne pèseront rien dans la balance.

Autre point acté entre nous : un contrôle serré des aides publiques que nous octroyons aux entreprises. Une commission de contrôle de l'utilisation de l'argent public, présidée par un communiste, se charge de vérifier la bonne application du contrat passé, généralement des créations d'emplois en CDI. Une procédure d'émission d'un titre de remboursement systématique pour les entreprises qui ne respectent pas les clauses est régulièrement activée. Une grosse entreprise comme **MCA** Maubeuge par exemple en a fait les frais pour 600 000 euros.

Enfin, un travail associant systématiquement les syndicalistes.

La problématique de l'industrie est au cœur d'une forte bataille idéologique. Et le travail d'un conseiller régional peut aider à en éclairer les tenants et aboutissants.

### **Bataille sur le coût du travail**

Elle est menée par le MEDEF et une partie du patronat. Pas par tout le patronat. Y compris chez de très grands patrons, il y a un attachement à produire ici.

Nous nous attachons à pointer les contradictions qui peuvent exister dans le patronat. Un seul exemple ; celui de l'automobile

**Renault** et **PSA** et leurs principaux équipementiers tournent au ralenti, réduisent les effectifs de façon drastique et usent et abusent du chômage partiel. **Toyota**... qui n'est pas un modèle social, a embauché cette année 500 CDI, fait travailler des intérimaires, a amené en Nord-Pas-de-Calais des équipementiers japonais : **Toyotomi**, **Toyota Boshoku**, et devient le principal pourvoyeur de travail pour des équipementiers installés ici de longue date, comme **Mecaplast** ou **Faurecia**.

Et Didier Leroy, le patron de **Toyota** le dit très clairement et avec une certaine délectation. Le problème, ce n'est pas celui des salaires et des charges, c'est le choix stratégique réalisé par les groupes.

### **Bataille sur la propriété et les moyens de financement**

Autour de toutes les luttes pour sauver des entreprises industrielles se pose la question du crédit bancaire... fermé. De l'absence de fonds d'investissement d'envergure français d'où le recours à des fonds de retournement souvent américains. Du sous-dimensionnement évident de la B.P.I. Occasion pour nous de rappeler la nécessité de la construction d'un grand pôle public bancaire, qui nous doterait de l'outil nécessaire à une politique industrielle publique ambitieuse. Les banques privées ne jouent pas leur rôle ; elles collectent dans notre région, plus de 60 milliards d'euros par an... quand le budget de l'action économique de la région est de 70 millions d'euros.

Décidément, nous ne jouons pas dans la même division ! Les outils financiers régionaux sont insuffisants ; leur usage contraint par des règles européennes ultra-libérales.

Nous posons également, régulièrement la question de la nationalisation... au moins temporaire pour préserver les sites. Elle est posée aujourd'hui chez Stora Enso.

### **Bataille sur l'avenir industriel**

Les objectifs régionaux de réduction de 50 % de la consommation d'énergie à l'horizon 2050, de 100 % d'énergie renouvelable à la même date sont très dangereux pour nos industries électro-intensives. Les déclarations de Ségolène Royal, laissant entendre qu'on pourrait fermer 2 réacteurs sur 6 de la **centrale de Gravelines**, à la veille du grand carénage programmé... tout ça fait peser la menace d'un départ à plus ou moins court terme de la sidérurgie dunkerquoise, de l'industrie de l'aluminium ; nous voulons conserver **Arcelor Mittal** ou **Rio Tinto** en Nord-Pas-de-Calais !

Face à cela, nous essayons de construire des contrepropositions, pour à la fois moderniser l'existant, et penser l'avenir industriel. Matériaux composites, imprimantes 3D, développement de la filière hydrogène, production de gaz de couche, pour une utilisation en circuit court et substitutions aux importations, etc. et politique de grands travaux, fibre optique.

Enfin, nous devons faire face aussi à une bataille idéologique assez inattendue, avec Marine Le Pen. ■

**\*Bertrand Pericaud** est président de la commission Développement économique Nord-Pas-de-Calais.

# Le rôle du crédit

**Denis Durand \***

La réorientation du crédit pour un autre financement de l'industrie, axé sur la création de richesses dans les territoires et donc sur la sécurisation de l'emploi, de la formation, de la recherche, pose la question du lien entre luttes immédiates et processus de transformation sociale radicale.

Les difficultés d'accès des petites et moyennes entreprises (PME) aux crédits bancaires sont une réalité : les chefs d'entreprise s'en plaignent depuis des années. Ce sujet a fait l'objet d'un récent rapport rédigé sous l'égide du Conseil national de l'Industrie mais non publié à ce jour tant la question divise la classe dirigeante. Car si on interroge des banquiers ou des financiers, ils jurent la main sur le cœur que leur seule préoccupation est de faire le bien des entreprises et de développer l'industrie.

Ce n'est pas vrai, et la Banque de France a reçu commande de nouvelles statistiques pour expliquer pourquoi beaucoup de PME renoncent à demander un soutien à leur banquier parce qu'elles s'attendent à un refus. On nous dit que les taux d'intérêt sont proches de zéro. C'est vrai pour le taux auquel la Banque centrale européenne (BCE) prête aux banques ; mais les entreprises doivent payer beaucoup plus cher, de l'ordre de 2,3 % dans les dernières statistiques de la

Banque de France, sans compter les frais et commissions diverses, et encore bien plus pour les plus petites ! C'est beaucoup plus que le taux de croissance de leur valeur ajoutée, c'est-à-dire que si elles devaient payer de tels intérêts les banques prélèveraient une part sans cesse croissante de la richesse créée par le travail des salariés !

À l'inverse, les multinationales et les spéculateurs trouvent sans difficulté de l'argent à bon marché pour détruire des emplois et alimenter l'inflation financière. Par exemple, Sanofi, qui démantèle des laboratoires aujourd'hui, avait reçu 16 milliards de prêts, au taux du marché monétaire, pour racheter Aventis il y a dix ans – en promettant bien sûr que cette opération financière servirait à développer la recherche !

Le problème, c'est bien le coût du capital. Le coût du crédit contribue à imposer une norme de rentabilité incompatible avec le développement de l'économie en France comme dans la zone euro.

La crise est si grave que la BCE elle-même est consciente qu'il faudrait davantage orienter le crédit vers les investissements des PME. En décembre 2011 et février 2012, au plus fort de la crise de l'euro, elle avait prêté 1 000 milliards d'euros aux banques, pour trois ans au taux de 1 %. Elle a pu constater que cette injection massive de liquidités n'avait en rien servi à développer l'investissement et l'emploi. Elle a fait une nouvelle tentative depuis

octobre dernier, en réservant cette fois ses financements aux banques qui développent leurs crédits aux entreprises ; mais ces refinancements à long terme ciblés (TLTRO : *Targeted Long Term Refinancing Operations*) n'ont pas eu beaucoup de succès auprès des banques car la demande – déterminant principal de l'investissement – est insuffisante dans la zone euro. Une politique économique cohérente devrait donc viser à la fois une nouvelle sélectivité du crédit aux entreprises (pour l'emploi, la formation, la création de valeur ajoutée dans les territoires, la préservation des ressources naturelles), un relèvement des salaires et un développement radicalement nouveau des services publics. Mais pour ce faire, il faudra accepter d'affronter les marchés financiers avec le soutien des peuples européens – comme Syriza se prépare à le faire en Grèce.

Ce n'est évidemment pas ce que veulent les dirigeants européens, et encore moins ceux de la Banque centrale européenne ! Au contraire, la BCE et les gouvernements de la zone euro sont en train d'encourager le déve-

loppement d'un marché de la titrisation des crédits aux PME ! Ils créent ainsi la condition d'une prochaine crise encore plus grave que celle des *subprimes*, dont l'origine, on le sait, avait été la spéculation sur le marché des crédits immobiliers titrisés aux États-Unis. Imposer une alternative à ce projet fait partie des enjeux politiques du moment. Cela exige un engagement concret du PCF dans les luttes pour un autre financement des entreprises (comme chez Kem One, par exemple) et pour un autre financement des collectivités publiques (comme lorsque les élus communistes de Paris agissent pour que les banques financent à un taux favorable les projets les plus prioritaires de la Ville). ■

**\*Denis Durand** est membre du Conseil national et de la section économique du PCF.

# Services publics et industrie

**Gilbert Garrel\***

Dans un environnement libéral, certains économistes, désignés comme experts, avance un discours prétendant qu'il y aurait une opposition entre le développement industriel et les services publics. Le premier est présenté comme source de richesses produites, alors que les seconds sont vilipendés comme générateurs de coûts.

Le système ferroviaire français est pour nous une occasion de démontrer que ces raisonnements sont basés sur des dogmes dépourvus de sens et de crédibilité.

La France a fait le choix de lancer les trains à grande vitesse (TGV) dans notre pays. L'ingénierie de la SNCF et celle d'Alstom, alors pourvu d'un « H », se sont mises en collaboration pour œuvrer à ce projet. Au début des années quatre-vingt, les premiers TGV ont vu le jour. La France est devenue un fleuron international en matière de transport ferroviaire, tant en matière de matériel roulant que pour les infrastructures, la captation du courant et la signalisation.

L'exemple du TGV est le plus connu, car fortement médiatisé, mais nous pourrions citer des exemples identiques concernant le Fret ferroviaire avec des locomotives pouvant rouler à 200 km/h avec un train de voyageurs, mais aussi tracter des convois de plus de 2000 tonnes de marchandises.

Pour les trains du quotidien, il en va de même. Le développement des TER depuis

les lois de décentralisation de 2002 a généré un bon qualitatif et quantitatif exemplaire. La politique volontariste des régions pour améliorer ces transports a créé une évolution significative de la demande avec du matériel moderne et en nombre.

Ces trois éléments démontrent que lorsqu'un service public, tel le ferroviaire, se développe, l'industrie est la première à en bénéficier. De plus, les besoins exprimés par les populations ont impulsé un travail de recherche et de développement profitable à tous.

Force est de constater que ce profit est multiple, puisque la notoriété française en la matière s'est traduite par des commandes sur des projets internationaux, pour le TGV comme sur les locomotives Fret ou des matériels plus légers. Et nous pourrions faire une extension avec des produits comme le Tramway et d'autres plus novateurs, comme le Tram-Train, qui est un transport mixte passant du réseau ferroviaire classique à un réseau urbain. Une fois encore, c'est la demande des régions qui est à l'origine de ce modèle totalement nouveau.

Aujourd'hui, qu'en est-il ? Nous sommes pris dans une logique d'austérité et de politique européenne qui ont plusieurs influences. L'État se désengage et fait reporter sur la seule SNCF le coût de l'entretien du réseau et de son exploitation. La TVA est passée de 7 % à 10 % pour le transport ferré. Les travaux à réaliser sont conséquents, car la création des

lignes à grande vitesse s'est faite au détriment du réseau classique qui se trouve dans un état de vétusté inquiétant, et c'est la SNCF qui en finance sur fonds propres la majeure partie, alors que nous sommes sur une question d'aménagement du territoire. Les régions ont aussi contribué à cet effort financier en lieu et place de l'État. La SNCF a reçu mandat du précédent gouvernement de se détourner de ses missions de service public pour s'orienter vers de la rentabilité à court terme, développement de filiales surtout routières et à l'étranger, abandon d'une grande partie du transport de marchandises, remplacement de certains TER par des bus, réduction des trains classiques (TEOZ, Intercités et trains de nuit) etc. Le gouvernement actuel n'a jamais modifié cette feuille de route. Pire, le projet de Loi Macron vise à libéraliser les bus nationaux en lieu et place de certaines lignes ferroviaires nationales. Les collectivités territoriales, dont les régions, voient leurs budgets asséchés par la mise en œuvre de la politique budgétaire et réduisent leurs ambitions concernant les TER. L'Europe pousse à libéraliser totalement le secteur dans le cadre du 4<sup>e</sup> paquet ferroviaire, cela gèle toutes les initiatives de développement. Concrètement, nous le voyons, la réforme du système ferroviaire, et surtout son volet financier, couplés à la politique budgétaire génèrent une réduction drastique du service public SNCF.

### **Quelles sont les conséquences immédiates ?**

La SNCF radie des rames TGV en fin de vie et ne prévoit plus leur remplacement, elle envisage au contraire de réduire le nombre de circulations et de gares desservies pour ne se concentrer que sur les trafics qu'elle

juge rentables. Les projets de TGV du futur sont abandonnés. Le gouvernement et la SNCF ciblent une réduction importante du nombre de trains nationaux classiques pour ne pas renouveler le matériel qui doit être remplacé, ce sont les travaux de la commission « Duron ». Les régions se désengagent sur les commandes de matériel TER, toutes les promesses sont annulées. D'ailleurs, la direction SNCF les encourage à renoncer. Les locomotives Fret sont garées et inutilisées, car la SNCF se focalise sur quelques trafics uniquement. Depuis l'ouverture à la concurrence du Fret ferroviaire national en 2006, le nombre de tonnes de marchandises transportées par rail est passé de 55 à 19,6 milliards. Les concurrents se disputent seulement les transports profitables, les autres sont livrés à la route.

Engagée dans cette spirale du déclin, la fédération de l'industrie ferroviaire (instance patronale) annonce que les carnets de commandes sont vides à l'horizon 2018-2019. Ce sont 25 000 emplois industriels qui sont directement menacés.

Nous pourrions faire la même démonstration en sens inverse. Pour que s'installe une industrie dans un territoire, il y a nécessité absolue de mettre en place des services publics adaptés et efficaces, énergie, éducation, communication et télécommunication, eau, etc. et, bien entendu, le transport.

Preuve est faite que les services publics et l'industrie ne s'opposent pas mais, au contraire, se nourrissent ! ■

**Gilbert Garel** est secrétaire général de la CGT cheminots.

# L'industrie, moteur de l'économie

## Paloma Lopez\*

Un des aspects les plus traumatisants de l'intégration de l'Espagne dans l'économie globale a été l'érosion de son tissu industriel, réduit aujourd'hui à moins de 15 % du PIB. Cette chute est associée à la perte de sa souveraineté économique dans la mesure où toute politique d'expansion de la demande est limitée par une faible base industrielle, largement dépendante des importations dans des domaines comme les investissements et l'énergie. De plus, les conditions de travail se sont détériorées, conséquence des réformes dans ce domaine et du rôle moindre que l'on prétend donner aux syndicats dans les négociations collectives.

Toute alternative de gauche doit donc se définir sur la base d'un modèle productif différent où l'emploi et la production industrielle ne peuvent occuper une place secondaire.

La chute de la demande interne, résultat de l'austérité salariale et fiscale, a aggravé cette situation d'extrême faiblesse. S'y ajoutent d'autres risques comme ceux représentés par le TTIP (TAFTA) qui renforcerait la spécialisation de notre économie dans les secteurs à faible valeur ajoutée, la précarité, la spéculation financière et la détérioration de l'environnement auxquelles nous sommes condamnés par les stratégies des multinationales.

La passivité des gouvernements espagnols successifs les a rendus complices de cette situation, depuis les célèbres déclarations du socialiste Solchaga, pour qui la meilleure politique industrielle était celle qui n'existait pas, jusqu'aux actions de l'actuel gouvernement du PP (Parti populaire) qui n'a pas hésité à pratiquer des coupes sombres dans les budgets de R&D (Recherche et développement) ou à s'en prendre à des industries émergentes comme celles des énergies renouvelables.

Qu'attendre dans un tel contexte de la nouvelle commission européenne ? Les nouveaux commissaires n'ont pas encore formulé de plan cohérent et fiable quant aux 300 milliards d'investissements européens promis par Juncker, et ils maintiennent leur rigueur implacable contre les dépenses publiques. Les budgets européens eux-mêmes sont rognés dans des domaines aussi essentiels que la recherche et l'innovation.

Les annonces d'une nouvelle stratégie industrielle doivent être prises avec précaution. L'objectif de 20 % du PIB industriel annoncé par l'ancienne Commission est plus éloigné que jamais. Il faut ajouter à l'échec quantitatif l'irresponsable politique européenne de concurrence qui continue à s'en prendre aux initiatives cherchant à maintenir l'emploi et les connaissances acquises dans le passé, en exigeant de l'intervention publique des cri-

tères de rentabilité qui ne prennent pas en compte le rôle social et inclusif de la défense des secteurs stratégiques et des industries de pointe de chaque région. Trop souvent, hélas, l'UE préfère orienter ses interventions publiques vers le renforcement des énormes différences existantes entre la spécialisation productive et le niveau technologique des États membres, en renforçant les divisions économiques dont souffre l'Europe au lieu de les corriger.

Quelles alternatives dans un tel contexte ? En collaboration avec différents secteurs, dont les syndicats, Izquierda Unida s'engage à porter au niveau européen les luttes pour le maintien de l'emploi et de la base industrielle de l'Espagne. Cela implique que notre programme de transformation productive inclue le besoin d'ancrer sur les ressources locales et leurs potentialités la transition vers un modèle social et environnemental soutenable : tout secteur d'avenir doit se développer en complément de l'industrie existante s'il veut être viable. Les programmes de dépense et d'investissement public doivent servir de levier pour améliorer le niveau technologique et l'efficacité énergétique des industries traditionnelles, tout en encourageant la diversification économique par des programmes de soutien aux secteurs les plus dynamiques. Le rôle des universités et des entreprises publiques est vital dans une telle stratégie, face à la privatisation de la connaissance et de l'activité économique encouragée par le gouvernement et l'UE.

Les institutions européennes et la Banque européenne d'investissement doivent parier sur le financement de R&D&I (recherche et développement et innovation) grâce à des prêts avantageux et des subventions spéci-

ifiques pour les petites et moyennes entreprises et les coopératives, grandes créatrices d'emplois qui rencontrent des difficultés pour accéder aux crédits pour leurs projets innovants. Un tel pari sur l'investissement doit s'accompagner d'objectifs clairs de convergence sociale et productive en privilégiant les pays les plus touchés par la crise.

L'Europe doit également lutter contre la concurrence déloyale en encourageant des accords globaux sur des *minima* environnementaux, sociaux et de travail pour les produits importés, sinon le commerce global restera le fer de lance de la dégradation des conditions de vie de la majorité.

Nous parions enfin sur une transformation du cadre dans lequel l'industrie doit se battre. Nous nous opposons à ce que la gouvernance européenne fasse retomber le poids des ajustements sur les salaires, source principale de la demande interne. Il faut rechercher la compétitivité en luttant contre les profits des grands secteurs oligopolistiques. L'industrie ne peut s'épanouir que si l'on ajuste les excès du secteur énergétique, financier et de la construction. Il est nécessaire pour cela que l'Europe soutienne une révision de la régulation du marché de l'électricité, une banque publique forte et un modèle d'infrastructures tournées vers l'activité portuaire et ferroviaire. ■

**\*Paloma Lopez** est eurodéputée de Izquierda Unida (Gauche unie espagnole).

*Traduit par Marie-Christine Delacroix*

# La numérisation de l'industrie

**Thierry Weil\***

## Éclatement des chaînes de valeur et hyperspécialisation

La distinction de nos manuels scolaires entre les secteurs primaires, secondaires ou tertiaires qui exploitent les ressources « naturelles », fabriquent des produits ou réalisent des services n'est plus pertinente pour comprendre l'économie.

Les entreprises proposent aujourd'hui des solutions intégrant des produits et des services, par exemple une voiture qui vous renseigne sur les embouteillages grâce à des fonctions de navigation et de communication, vendue avec un contrat de maintenance et éventuellement de financement. Quand vous achetez un téléphone mobile, vous le faites en prenant en compte les caractéristiques de l'objet, mais aussi pour tous les services auxquels il vous donne accès. C'est un objet « made in monde » : en 2009, la fabrication d'un iPhone vendu environ 500 \$ coûtait un peu moins de 200 \$, dont moins de 7 \$ pour l'assemblage en Chine, et le reste pour acheter divers composants notamment au Japon (61 \$), en Allemagne (30 \$) ou en Corée (11 \$). Le fabricant gagne beaucoup d'argent avec la vente du téléphone, mais encore plus en prenant sa commission sur toutes les applications ou contenus payants proposés par des organisations ou des particuliers du monde entier.

La diffusion de ces objets est-elle nuisible pour l'industrie française qui ne gagne pas beaucoup d'argent lorsqu'un tel téléphone est vendu ? Non, car beaucoup d'entreprises de notre pays en tirent parti. Parrot peut vendre dans le monde entier des drones bon marché parce que le terminal permettant de les guider... est le téléphone que l'utilisateur possède déjà. Les objets connectés (un domaine d'excellence de l'industrie française) ne sont connectés au réseau qu'à travers le relais du téléphone. Des applications de covoiturage comme celle de Blablacar ou des jeux vidéo comme ceux d'Ubisoft se diffusent grâce aux gens qui les utilisent sur leurs mobiles.

D'une manière générale, la numérisation amplifie le phénomène de segmentation des chaînes de valeur en permettant de coordonner tout un réseau de fournisseurs. Chaque entreprise peut alors choisir son positionnement : champion sur une étape de production ou un composant, spécialiste d'un équipement, intégrateur de système. Les entreprises deviennent hyperspécialisées sur ce qu'elles font mieux que leurs concurrents et hyperconnectées à leurs réseaux de fournisseurs et de clients.

## Vers une économie du partage économe en ressources

La numérisation permet d'offrir de nouveaux services, comme une maintenance optimisée

grâce à de nombreux capteurs qui permettent de surveiller le bon fonctionnement d'un équipement. Elle rend possible une « économie de la fonctionnalité » où l'on paie non des produits, mais l'usage qu'on en fait ou le service qu'ils rendent : moteurs d'avion payés à l'heure de vol, pneus payés au kilomètre parcouru. Le producteur a alors tout intérêt à veiller à la durabilité de ses produits. Elle permet le partage, avec des services comme Velib ou Autolib, mais aussi la mutualisation des fonctions logistiques d'entreprises. Grâce à la facilité de l'échange d'informations, elle permet de mettre en œuvre des solutions d'économie circulaire où les déchets (ou coproduits apparemment inutiles) des uns deviennent des ressources pour les autres.

### **Le travail dans l'industrie numérisée**

La numérisation a des conséquences sur le travail. Celui-ci est en général plus qualifié, ce qui est un défi pour notre système de formation et crée d'énormes besoins d'accompagnement des mutations, pour permettre aux personnes d'acquérir les compétences requises. Le travail est en général plus individualisé, avec moins de présence physique à des horaires communs, ce qui peut affecter le travail syndical.

### **La personnalisation de l'offre et ses risques**

La numérisation induit aussi de nouveaux risques. Perte d'intimité ou de droit à la vie privée : si vous appréciez parfois que tel vendeur en ligne déduise de votre comportement que vous apprécieriez tel produit ou tel service, vous préféreriez parfois qu'il n'en sache rien. Les industriels fabricant des pro-

duits destinés au grand public risquent de devenir de modestes prestataires des sites d'achat en ligne. C'est déjà le cas des hôteliers confrontés au choix de perdre la clientèle qui réserve par Internet ou d'abandonner une part énorme de leur marge à l'intermédiaire numérique. Si demain les assureurs savent tout de votre comportement, ils proposeront des tarifs attractifs à la mère de famille conductrice sereine et expérimentée, mais au détriment des conducteurs novices. Et que dire d'un assureur qui, même sans avoir accès à votre dossier médical, dispose d'assez de données sur vous pour prédire votre risque de maladie et refuserait d'assurer un crédit ?

La personnalisation des prestations peut offrir beaucoup d'avantages pour le consommateur, mais fragiliser la mutualisation ou les solidarités. ■

**\*Thierry Weill** est délégué général de La Fabrique de l'industrie. Laboratoire d'idées.

# Des mutations considérables

## Jean-Christophe Le Duigou\*

### Reconstruire un monde commun à l'entreprise et à la société

Nous sommes devant des mutations industrielles considérables et complexes. Il y a la tentation, dans le débat public, d'en faire un problème technique – « la modernisation » – et d'en oublier les fondamentaux. D'en oublier que « produire » c'est évidemment « produire des biens et des services », donc des rapports à la nature. Mais que c'est aussi « produire des rapports sociaux », donc des rapports entre les hommes. Produire engage le « vivre ensemble », donc le politique. Fonder un nouvel élan productif est bien un défi politique majeur qui concerne les entreprises et les salariés. Mais qui concerne aussi les citoyens et la puissance publique au sens large.

Il ne faut pas se tromper ! L'enjeu n'est pas de proclamer « son amour pour l'entreprise » ou, à l'opposé, sa défiance à l'encontre des dirigeants des entreprises. Il est de sortir de cette spirale où, dans le contexte de crise, le chômage fait exploser les crédits sociaux tout en justifiant la multiplication des aides aux entreprises. Il s'agit de construire un monde commun à l'entreprise et à la société. Pour cela la puissance publique doit assumer ses responsabilités quant à l'avenir des entreprises industrielles françaises.

Je veux développer trois idées pour expliquer cette orientation.

### 1- Nous sommes entrés dans une période critique pour l'industrie française

Après la capture de Péchiney, tout le monde a dit : « plus jamais ça ! ». Pourtant, le pays continue à voir sa substance productive s'étioler. Nous avons conservé un socle industriel. Mais il est désormais menacé. Nos « champions nationaux » historiques sont vulnérables ou délocalisent leurs centres de décisions, comme récemment Schneider et Lafarge. Des menaces graves pèsent sur nombre de filières : l'automobile, l'électronique, la pharmacie, l'agroalimentaire... L'avenir compromis d'Alstom qui profite aux actionnaires, la fragilisation de Renault dans son alliance avec Nissan, les graves difficultés d'Areva, n'en sont malheureusement que des illustrations.

L'enjeu immédiat n'est pas seulement le maintien de dizaines de milliers d'emplois. Il est, pour le système productif national, d'échapper à une subordination financière et technologique qui menace son développement. Certains experts évoquent « un risque de vassalisation » de notre système productif (Olivier Passet, *Xerfi Synthèse* n° 8 octobre 2014). Nul doute que la démocratie et même la République s'en trouveraient affaiblies. Chaque entreprise doit bien sûr compter sur ses ressources pour garantir son autonomie. Investissement et innovation représentent alors les meilleurs atouts. Mais on l'a vu avec l'OPA sur Arcelor, en 2006, cela ne suffit pas toujours.

L'État n'a pas vocation à s'occuper de tout c'est évident. Mais il peut contribuer à donner un coup d'arrêt au processus.

Tout comme les USA qui refusent le rachat des entreprises stratégiques américaines, l'État doit intervenir quand cela est nécessaire. L'instauration « d'actions de référence » qui lui permettent de conserver un droit de veto sur l'ensemble du capital d'une société, la prise de participation ou la réappropriation publique et sociale sont autant d'instruments lui permettant de réaffirmer le rôle stratégique en matière industrielle.

La constitution d'un véritable pôle public de l'énergie serait par ailleurs la garantie de la fourniture d'une électricité à un prix modéré, indispensable pour l'usage industriel et des services modernes.

Il faut enfin arrêter avec, d'un côté, des paroles sur l'industrie et, de l'autre, des politiques publiques d'équipement, de santé, de transport, d'environnement et d'énergie qui ne prennent pas en compte la nécessité de promotion de l'emploi industriel et de services sur le territoire français et européen.

## **2- Les activités productives ne se développeront pas sans des circuits de financement spécifiques**

La France a des atouts à faire valoir dans la conception de nouveaux produits et de nouveaux processus de production comme le montre l'apport de firmes comme Gemalto, STMicroelectronics, Dassault systèmes, Capgemini... La question se pose de manière nouvelle dans un champ industriel qui, en fait, s'élargit considérablement. Chaque secteur a la nécessité de se réinventer en intégrant des mutations technologiques et sociétales profondes. Une perspective de développement durable appelle une vague

d'investissements pour saisir l'opportunité de ces mutations : la révolution numérique, l'économie décarbonée, la ville nouvelle, le développement des économies émergentes...

Mais il faut voir les choses en face : le « modèle colbertiste », sans doute à bout de souffle, a été remplacé par le « modèle Wall Street ». Les entreprises ont privilégié les actionnaires. Deux dates sont essentielles. D'abord 1984, avec la réforme financière qui a supprimé la sélectivité du crédit en faveur des secteurs industriels. Ensuite 1995, avec la fin des participations croisées au capital qui constituaient les « noyaux durs » contrôlant les grandes entreprises françaises. Elles ont été abandonnées au profit des principes de la gouvernance actionnariale anglo-saxonne. La maximisation de la valeur boursière est devenue la règle. La rente financière s'est construite sur l'endettement qui permet de réduire les fonds propres et d'augmenter l'effet de levier.

Rien n'est possible sans desserrer cette contrainte de rentabilité qui pèse sur les choix des gestions des entreprises. Recherche, formation, investissements de long terme sont délaissés par les banques qui sont pourtant gavées de liquidités par la Banque centrale européenne. Une réforme de la politique du crédit qui implique l'Europe et la BCE est indispensable.

Sans circuits de financement spécifiques dédiés aux activités productives, mobilisant l'épargne nationale et les ressources du crédit, échappant à la norme financière de court terme, il n'y aura pas de nouvel élan productif.

Il faut, de plus, d'urgence, refonder la fiscalité de l'entreprise afin de lutter contre tous les

gâchis de capital et de favoriser l'investissement, le développement de l'emploi et des capacités humaines.

### **3- Arrêtons de courir derrière l'Allemagne et mettons en œuvre une politique globale en faveur du travail et de la recherche**

Il est nécessaire de remettre le travail au cœur des entreprises et de sortir du débat tronqué sur son « coût ». Car on se trompe aujourd'hui dans la hiérarchie des coûts à prendre en compte. Les objectifs de rendement des fonds propres excessivement élevés ont bien plus sûrement biaisé les choix de gestion des firmes que les augmentations de salaire si limitées ces dernières années.

L'entreprise nouvelle ne peut plus traiter le travail, les salariés, la recherche, comme autant de variables d'ajustement. On nous parle de « destruction créatrice » pour justifier le fait que la dictature du taux de profit génère des coûts sociaux insupportables. Ce gâchis de capacités humaines s'accroît au moment où la créativité des salariés devient un élément essentiel d'efficacité productive. Même si tout le monde ne devient pas ingénieur, la coupure entre tâches de conception et d'exécution demande à être dépassée.

La France a l'atout d'une main-d'œuvre parmi les plus productives du monde. Mais cette productivité est fondée avant tout sur l'intensité du travail et non sur la qualification globale. Ajouter de la flexibilité à la précarité actuelle ne ferait qu'aggraver les problèmes. Cette compétitivité-là, on n'en veut pas !

L'Allemagne mesure les limites de la stratégie qu'elle a mise en œuvre depuis 10 ans. N'essayons pas de « rattraper un retard ». Misons plutôt sur un vaste plan de qualification et une politique de recherche en faveur des technologies de rupture qui portent sur des innovations fondamentales. Interrogeons-nous sur l'accumulation des allègements fiscaux en faveur de l'entreprise ! N'y a-t-il pas d'autres manières de stimuler la recherche et la formation dans les entreprises ?

Alors que l'objectif de la compétitivité à tous crins fabrique inégalités et clivages sociaux, il s'agit ni plus ni moins de rendre compatible le social et l'économique dans une combinaison inédite. La réponse se trouve dans une nouvelle conception de l'entreprise qui s'émancipe de la gouvernance actionnariale et s'inspire de pratiques collaboratives inédites dans le travail et la création. Il est aussi dans de nouveaux rapports entre l'action publique et les acteurs d'un véritable renouveau productif.

Un projet politique ambitieux ne peut ignorer cette exigence. En retour, l'entreprise ne peut faire fi des attentes sociales. ■

**\*Jean-Christophe Le Duigou**  
est économiste et syndicaliste.

# Définanciariser l'entreprise pour sortir de la crise

**Sophie Binet\***

Quand dans les années 1980, une entreprise française donnait 1 € à son actionnaire, elle investissait 2 € pour se moderniser. En 2009, la même entreprise donne plus de 3 € à son actionnaire et en investit seulement 1 €.

La mondialisation financière a renforcé les oppositions entre le capital et le travail, les salariés se retrouvant paradoxalement les seuls à défendre à la fois leurs intérêts et ceux de l'entreprise à moyen et long terme. Le *Wall street management* qui soumet le travail à des objectifs de rentabilité à court terme, le vide de son sens et démobilise les salariés, notamment l'encadrement.

La financiarisation de l'économie, en soumettant les orientations des entreprises aux exigences de rentabilité à court terme, s'attaque au social et à l'environnement, aux intérêts des salariés comme à ceux de l'ensemble des citoyens. Ce sont les impasses de ce modèle économique que la crise de 2008 a marquées, et c'est cette page qu'il faut tourner.

Ce modèle a prospéré sur les failles juridiques de la définition de l'entreprise. Historiquement construite sur un modèle patrimonial, alors que le propriétaire du capital était en même temps le chef de l'en-

treprise, l'accroissement des besoins de financement a conduit à dissocier la propriété du capital de la direction effective de l'entreprise. Il n'y donc aujourd'hui pas de définition légale, juridique de l'entreprise. Il existe un droit commercial, un droit du travail, mais pas de droit de l'entreprise. Aujourd'hui, l'entreprise est juridiquement exclusivement définie comme société de capitaux. Cette carence juridique permet d'assimiler les dirigeants à de simples mandataires des actionnaires.

C'est cette définition qui a conduit à l'invalidation partielle de la loi Florange par le conseil constitutionnel, estimant que le droit de propriété des actionnaires ne pouvait pas être limité par une obligation d'accepter une offre de reprise sérieuse.

L'enjeu aujourd'hui est de définanciariser l'économie et le management, de façon à construire un modèle de développement de long terme dans lequel la richesse créée est au service de l'ensemble des salariés.

Le modèle de l'économie sociale et solidaire doit être encouragé et renforcé pour lui permettre de surmonter les contradictions auxquelles il est lui aussi exposé dans un cadre concurrentiel. Cependant, nous ne pouvons nous limiter au tiers-secteur, c'est le statut même des entreprises qu'il faut interroger et faire évoluer.

Nous souhaitons porter une nouvelle définition juridique de l'entreprise, comme collectif humain créateur de richesses. Celle-ci pourrait reposer sur quatre piliers :

- Reconnaître que la mission de l'entreprise est une mission de création collective, production d'un bien ou d'un service utile à la société.
- Reconnaître en droit un statut au chef d'entreprise, distinct du simple mandataire désigné par les actionnaires.
- Reconnaître que l'entreprise représente un collectif engagé, et renforcer les droits des salariés à intervenir sur les choix de gestion quotidiens de l'entreprise.
- Instituer une règle de solidarité, faire assumer par exemple aux actionnaires les coûts sociaux de court et long termes résultant des choix de gestion. Un « contrat d'éthique productive », dans lequel les actionnaires s'engagent sur la durée, avec une modulation des voix des actionnaires non plus en fonction de leur engagement dans la durée pourrait en être l'outil.

À court terme, la responsabilité sociale et environnementale des entreprises est un levier pour donner une nouvelle place à l'entreprise dans la société et imposer au tissu économique ses responsabilités. Trop souvent instrumentalisée comme un outil de communication et de marketing, la Responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) doit trouver un vrai contenu et se décliner pour donner du sens au travail des salariés.

Pour cela, il serait intéressant d'adosser la RSE sur un droit d'alerte des salariés en responsabilité en cas de non-respect de celle-ci. Les missions des salariés doivent s'adosser sur ses critères, de façon à fonder le travail sur des choix éthiques définis par la société tout entière. La RSE pourrait également être renforcée en donnant de nouveaux leviers d'action et des droits opposables aux IRP. ■

**\*Sophie BINET** est secrétaire générale adjointe de l'UGICT CGT.

## CONTRIBUTION COLLECTIVE

**Bernard Devert\***,  
**Jean-Jacques Desvignes\***,  
**Christian Pilichowski\***

**(Extraits)**

Le texte comporte six parties. Dans la première partie « Situation et circonstances », il évoque le recul de l'industrie. La partie II « Rôle et place de l'industrie : nos fondamentaux » dit notamment :

« Une industrie forte et performante économiquement et socialement est incontournable pour concevoir et fabriquer des biens d'équipements et de consommations répondant aux besoins sociaux, sociétaux, humains et culturels des populations et des territoires. Nous estimons que les besoins à satisfaire des hommes et des femmes de cette planète sont les fondements de toute réflexion sur les enjeux industriels et que la réponse aux besoins, dans le respect de la nature, est la finalité de tout choix politique, économique et social.

De ce point de vue, les besoins non satisfaits dans le monde sont immenses. Par exemple, 80 % de la population mondiale n'a pas accès à l'énergie de manière suffisante. Ce qui signifie qu'il y a du travail pour tous sur cette planète, sans mettre en concurrence entre eux les pays et leurs salariés.

À la logique de mise en concurrence généralisée des uns contre les autres, aux chantages à la baisse du salaire ou à la délocalisation, nous opposons une logique de coopération fondée sur le partage des connaissances, le progrès social et le développement du bien-être.

Il s'agit d'assurer la pérennité de l'activité humaine sur terre et par conséquent de concevoir et produire autrement pour être efficace en matière énergétique et en ce qui concerne la matière première, pour alléger la peine des hommes et des femmes au travail. Garantir un avenir à tous, c'est fournir à chacun un emploi utile pour soi, avec un bon salaire, une reconnaissance professionnelle produisant de l'estime de soi et permettant la construction de projets d'avenir pour les siens. Mais c'est aussi se sentir utile pour les autres en concevant et produisant des biens utiles pour tous. C'est ce qui contribue au vivre ensemble, ce qui donne sens à la vie. »

La partie III est intitulée « Les droits économiques, sociaux, culturels pour une industrie au service des travailleurs et des populations. La place des salariés dans les processus de décisions, les choix stratégiques. »

Au patronat de droit divin, qui depuis des décennies privilégie les intérêts personnels au détriment de l'intérêt collectif et de l'intérêt du développement de l'entreprise, qui confond l'entreprise et le capital et ignore

ou pire maltraite le travail, nous dénonçons le droit de diriger tout seul l'appareil industriel et les services associés.

L'entreprise, pour nous, est le lieu de conception et de production de biens et de services répondant aux besoins des populations et des territoires. Elle doit être juridiquement définie comme telle. La confusion entre entreprise et société de capitaux doit être levée.

Les salariés conçoivent et produisent les richesses, ils doivent participer activement aux choix stratégiques et tactiques de leur entreprise. Entre 30 et 50 % de représentants des salariés doivent siéger, avec les mêmes droits que les représentants du capital, au sein des conseils d'administration.

Les comités d'entreprise, dont l'élection doit redevenir bisannuelle, doivent être dotés de droits suspensifs sur les modifications de périmètre de l'entreprise. Les pistes alternatives doivent être étudiées et prises en compte. Les représentants des salariés des fournisseurs et sous-traitants doivent être étroitement associés à la marche du donneur d'ordres.

Octroyer des droits nouveaux aux salariés est une nécessité, mais cela n'est pas suffisant. L'entreprise a également une responsabilité territoriale. Les populations et leurs élus doivent trouver place dans le processus de décisions stratégiques et tactiques des entreprises. L'ancrage territorial pour le développement de l'emploi et des investissements est un élément clé pour lutter contre la spécialisation des territoires ou leur désertification programmée.

Enfin les grands moyens de production et d'échange sont aux mains de groupes implantés dans le monde entier, dont la « nationalité » est incertaine, même si le siège

social a une adresse dans tel ou tel pays. L'appropriation sociale de l'entreprise au XXI<sup>e</sup> siècle face à des entreprises mondialisées devient une question nouvelle sur laquelle une réflexion doit se mener. Les solutions proposées dans le cadre de l'État-Nation ne sont plus pertinentes en l'état. Elles se situaient dans une construction de l'intérêt collectif dans un pays or nous sommes confrontés à l'enjeu de construire l'intérêt collectif des résidents en Europe et à trouver des formes nouvelles d'appropriation collective.

La partie IV traite du « Lieu de travail, là où se façonne la société ».

Le capital façonne les consciences, donc la société, sur le lieu de travail. En agissant en permanence sur l'organisation du travail et de la production, il met en concurrence les salariés, développe l'individualisme et le chacun pour soi. Il fournit un intense matraquage idéologique sur le « coût du travail », la centralité de la compétitivité, sur l'identification de l'entreprise à son propriétaire, sur le déni de droit et de reconnaissance pour les salariés, etc..

Parce que c'est le lieu de toutes les confrontations, ce doit être notre lieu d'action privilégié pour mener une bataille d'idées, combattre le capital sur notre terrain et le sien et mettre en mouvement les travailleurs pour changer de monde.

La question de la relance de l'activité politique sur le lieu de travail est une question théorique qu'il faut travailler, et cette conférence est une bonne opportunité, mais c'est aussi une question pratique pour laquelle il faut se donner les moyens. Sans pratique, la théorie n'est qu'illusion. L'expérience montre que les luttes, les grandes avancées

sociales et de civilisation sont les fruits d'une activité politique de haute intensité sur le lieu de travail. Ce travail politique militant à l'entreprise est indispensable pour donner de la perspective, de la cohérence et de la profondeur sociétale aux luttes.

La bataille pour changer le travail est simultanément un moyen et un objectif pour un changement de société. Cela signifie, au passage, que le paiement de la qualification et la reconnaissance salariale soient des objectifs essentiels pour promouvoir une motivation professionnelle individuelle et collective.

La partie V est consacrée au « Rôle et place des services publics grâce à et pour l'industrie » et la partie VI « Au niveau international, passer de la concurrence de tous contre tous à la coopération et assurer la pérennité de l'activité humaine sur terre. » ■

**\*Bernard Devert, Jean-Jacques Desvignes, et Christian Pilichowski**  
sont militants communistes.

## SYNTHÈSE DES ATELIERS

### **Jean-François Bolzinger\***

**A**u vu des sept ateliers de ce matin, débattre de la question industrielle répondait à une vaste attente. En témoigne le sérieux avec lequel beaucoup avaient préparé en amont cette convention dans leur entreprise ou fédération.

Beaucoup ont apprécié la forme « atelier » qui a permis au plus grand nombre de prendre la parole.

Afin de ne pas vous infliger une liste à la Prévert des éléments extrêmement riches et variés qui ont été amenés, j'ai fait le choix de retenir les points les plus saillants, en évitant de revenir sur le rapport d'ouverture d'Alain Obadia.

Aborder l'industrie, c'est forcément sérieux car avec la désindustrialisation, les fermetures d'usines et de sites, les suppressions d'emplois, on est au cœur de la désespérance sociale sur laquelle surfe le Front national et on est au cœur des problèmes écologiques sur lesquels surfent les autres partis politiques.

Un camarade disait : « c'est une désindustrialisation des esprits, un recul des pratiques sociales et culturelles, des représentations, un recul des pratiques militantes. Contraste avec des possibilités scientifiques et techniques et des ressources financières qui n'ont jamais été aussi élevées. »

La France est encore classée dans les principaux pays développés. Elle est à un tournant en raison de son déclin industriel. Elle est même à un seuil de rupture quant à sa capacité de création de richesses suffisantes dans l'avenir, avec le risque d'hypothéquer le financement de la protection sociale, de l'éducation, de la culture, etc.

Et pourtant, les atouts ne manquent pas pour relever les défis issus des progrès scientifiques et techniques comme des problématiques environnementales et sociales.

La qualification de la jeunesse, appuyée sur un taux de natalité parmi les plus élevés d'Europe, les dynamiques d'égalité professionnelle, le niveau de productivité du salariat en France, la qualité des services publics, le niveau de formation et de recherche... Personne ne conteste ces atouts réels, alors pourquoi les forces du capital, gouvernement compris, ne veulent-ils pas les jouer ?

Alors que depuis 30 ans, l'essentiel des énormes gains de productivité est allé au capital, la clé de l'avenir est celle du rapport de forces à développer pour empêcher que la finance s'approprie le butin au prix d'un chômage de masse, d'une surexploitation renforcée et du déclin de la place de notre pays dans le monde, et pour au contraire que le monde du travail et la population renouent avec le progrès social et environnemental. Mais comment faire ? Beaucoup ont insisté sur le fait d'avoir des propositions concrètes

à la portée des salariés et des citoyens, de partir du travail, de son vécu pour se réapproprier l'industrie, pour retrouver des éléments de maîtrise de son devenir.

L'industrie française est malade de la financiarisation et elle ne pourra être ni écologique ni sociale si on ne s'attaque pas d'abord à cela, si on ne sort pas de la dictature financière du capital dans les choix stratégiques, dans les choix technologiques et de management. Aucun autre parti ne le pose dans ces termes ce qui ramène l'ensemble de leurs propositions à du discours.

Cette financiarisation est en effet :

- mortifère au plan économique et social lorsqu'elle demande des taux de rentabilité à 2 chiffres ;
- suicidaire au plan technologique avec le pillage de la recherche fondamentale pour des profits immédiats sacrifiant l'avenir ;
- suicidaire aussi avec des choix de niches profitables cassant les cohérences de développement de filières industrielles ou de synergies territoriales ;
- inefficace au plan du management car entraînant des drames humains, la démobilitation généralisée dans le travail, empêchant les salariés de donner un sens à leur travail et cassant la synergie même de création de richesse.

Dès le lieu de travail, nous devons combattre un *Wall Street management* qui s'appuie sur le culte de la performance et ses indicateurs tournés vers un maximum de cash pour les actionnaires, qui sert de support à la financiarisation en imprégnant toute la gestion et l'organisation du travail des entreprises. Nous avons besoin d'un management et d'un fonctionnement de l'entreprise qui prennent en compte le rôle contributif des salariés, qui conjuguent dans tous les choix le social,

l'économique et l'environnement. Sans reconnaissance et paiement des qualifications, sans revalorisation du travail, on ne peut obtenir qu'une société *low cost* ignorante des ambitions écologiques.

Une des idées fortes qui est ressortie des ateliers est de mener bataille pour des cohérences :

- cohérence entre micro et macro, entre le vécu à l'entreprise, la transformation de son mode de fonctionnement interne et l'intervention sur les stratégies et finalités des entreprises ;
- cohérence entre industrie et services, les deux éléments étant aujourd'hui totalement imbriqués ;
- cohérence entre conception et production, la valeur ajoutée s'est déplacée vers la conception et les choix de délocalisation de la production ont été un suicide industriel car ils ont conduit à une non-maîtrise des processus ;
- cohérence entre services publics et industrie. Gilbert Garrel rappelait que l'industrie a besoin de services publics adaptés et efficaces. Il donnait l'exemple de la volonté des libéraux de concentrer les TGV sur quelques régions pour les remplacer par des bus, programmant ainsi la mise à l'écart de nouveaux territoires au profit de métropoles ;
- cohérence entre territoire, nation et Europe.

L'approche territoire est venue dans tous les ateliers comme un lien clé pour la démocratie locale, pour la réappropriation de l'industrie, pour mettre les projets en rapport avec les besoins sociaux et environnementaux y compris pour renforcer les PME envers lesquelles il y a lieu de travailler des propositions particulières. De même pour la formation qui doit s'inscrire dans une cohérence territoire, formation, industrie.

Ceci suppose un État stratège en prise avec cette démocratie locale qui évite la mise en concurrence et impulse un pilotage vertical pour les filières et transversale pour les territoires, qui pilote le poids de la puissance publique là où c'est nécessaire.

La dimension européenne est fort peu venue dans les échanges, sauf en négatif. Il n'en reste pas moins que l'Europe n'existera vraiment qu'appuyée sur une politique industrielle cohérente, ce qui suppose de s'attaquer à la concurrence librement faussée qui prévaut partout aujourd'hui et de se donner les leviers d'intervention.

Un aspect est venu dans plusieurs ateliers, relatif à la modernité. Attention à ne pas considérer qu'il y aurait des industries obsolètes (automobile, sidérurgie...) et des industries d'avenir (le numérique...). Toute l'industrie est extrêmement moderne. La révolution numérique s'applique partout. Les formes que cela prendra seront issues du rapport de forces qu'on sera en capacité d'impulser entre les investissements dans les hommes ou dans l'accumulation financière. Attention aux prédictions ! McAfee, directeur du MIT prédit que « si les innovations technologiques généreront des gains de productivité massifs par l'automatisation de plus en plus d'emplois, elles créeront aussi un chômage technologique de masse ». Il s'agit bien là justement de savoir si ces gains de productivité doivent permettre une explosion des profits et du chômage ou au contraire la baisse massive du temps de travail aliéné et l'appropriation sociale.

L'enjeu de la recherche est venu dans plusieurs ateliers et dénote des possibilités nouvelles de rencontre entre chercheurs, salariés et usagers au plan des territoires. Également la maîtrise des brevets notam-

ment publics et leur utilisation en France qui ouvre sur la bataille pour produire en France.

Plusieurs ateliers ont souligné l'enjeu de la conquête de nouveaux pouvoirs pour les salariés et les populations. Il s'agit en effet d'obtenir le plein exercice de la qualification des salariés sur ce qui les concerne jusqu'au choix de gestion et de stratégie.

C'est plus largement toute la créativité du travail notamment qualifié qu'il s'agit de faire exprimer.

Cette intervention doit être croisée avec celles des élus et des populations. Les financements publics comme privés circulent aujourd'hui sans contrôle dans la plus grande opacité.

La bataille idéologique actuelle sur l'argent du CICE ou du CIR est intéressante pour pointer du doigt les pratiques de la finance et offrir des axes d'intervention. L'écho rencontré par les campagnes sur le coût du capital est également important.

Au-delà, l'intervention envers les banques pour exiger qu'elles jouent leur rôle dans le financement de l'industrie a besoin de monter en puissance.

Si l'on veut que nos propositions de pôles publics pour la recherche, les banques, l'énergie, l'eau, etc. prennent corps, nous pouvons soulever moult contradictions au regard de la non-réponse aux besoins sociaux et environnementaux.

En matière de rapport de forces, la situation est telle qu'aujourd'hui, seul le MEDEF fait de la politique à l'entreprise.

La conquête et l'exercice du pouvoir, objectif affiché des partis politiques, ne peut pour le PCF s'arrêter au pouvoir d'État et aux collectivités. Il doit concerner également le pouvoir économique que la finance s'est

aujourd'hui approprié et donc l'intervention sur les stratégies des entreprises, l'utilisation des ressources publiques comme privées, les modes de gestion, les influences sur l'environnement...

Le rôle du parti n'est-il pas aussi de forcer le respect de l'intérêt général, y compris pour l'industrie privée ?

Cette responsabilité est politique Elle est différente de la responsabilité du syndicalisme de défense des intérêts matériels et moraux des salariés par la satisfaction des revendications.

L'intervention politique sur les lieux de travail ou de formation ne concerne pas que ceux qui y sont. C'est là que se structurent beaucoup d'idées, qu'elles soient de résignation ou de résistance. Cette intervention ne doit-elle pas être le fil conducteur de l'activité des communistes quel que soit leur lieu d'organisation ?

Réconcilier les Français avec la politique n'est-ce pas aider à intervenir là où se joue l'essentiel de leur vie, c'est-à-dire au travail, là où se jouent l'économie et par conséquent la vie en société ?

S'attaquer à une réindustrialisation ou à une nouvelle industrialisation sociale et écologique du pays demande une intense bataille d'idées et d'intervention, mais qui peut déboucher vite car les attentes sont fortes y compris dans les milieux industriels eux-mêmes.

L'économie circulaire, la révolution numérique, la transition énergétique, la recherche fondamentale sources de progrès..., va-t-on laisser tout cela piloté par les 1 % qui détiennent la plupart des richesses et des leviers économiques ? Ce n'est pas ce qu'attend la jeunesse laissée pour compte malgré son haut niveau de qualification, ce n'est pas ce qu'attendent les femmes qui n'ont toujours pas l'accès aux responsabilités, ni le salaire équivalent aux hommes, ce n'est pas ce qu'attend la majorité de notre peuple.

Un camarade disait que les travailleurs, les usagers, les populations devaient pousser toutes les portes, notamment celles des pièces où se prennent les décisions économiques. Les communistes ont tout leur rôle à jouer dans ce combat. ■

**\*Jean-François Bolzinger** est membre du Conseil national du PCF.

INTRODUCTION DE LA 2<sup>e</sup> JOURNÉE**Nicolas Marchand\***

La journée d'hier a permis des échanges très utiles sur le contenu de notre projet et des axes de propositions pour une nouvelle industrialisation. Dans son prolongement, nous vous proposons de mettre l'accent ce matin sur l'utilisation de ces idées dans la bataille politique, leur expérimentation dans l'action, ainsi que les implications à envisager en matière d'organisation.

L'industrie et les services sont le cœur de cible de la tentative du patronat avec le gouvernement Hollande-Valls d'intégrer salariés et syndicats à la logique et aux objectifs de rentabilité du capital. Cette tentative, qui se heurte heureusement à des résistances, est un élément politique dominant de la période, un enjeu majeur de l'affrontement de classe actuel. Elle est en cohérence avec la tentative de pérenniser un ancrage libéral du PS.

Parce qu'il ne faut pas laisser faire, parce que nous avons la volonté d'agir et rassembler pour une alternative de progrès social, cela nous met au défi d'investir, de réinvestir, mais dans des conditions et de façon nécessairement nouvelle, le combat politique organisé dans les entreprises.

L'entreprise est en effet le sujet et le lieu d'une action idéologique de grande ampleur menée par le grand patronat, avec l'appui des prétendus « experts » qui monopolisent l'information économique dans les médias,

et ralliée par un pouvoir socialiste qui affiche son amour de l'entreprise telle que la veulent grand patronat et marchés financiers.

Cette action idéologique se prolonge dans une action politique et institutionnelle, comme avec l'ANI puis le pacte de responsabilité, présentés au terme de négociations pipées entre ainsi-dits « partenaires sociaux » ; l'objectif, c'est une « union sacrée » en faveur d'une compétitivité des entreprises, conditionnée par la flexibilisation du travail, la mise en pièce du code du travail, la baisse du coût du travail et des dépenses publiques. Soit dit en passant, cette logique d'union sacrée, de collaboration de classe patronat-salariés est aussi celle que défend le Front national, dans une version nationaliste de repli et de stigmatisation de l'étranger, capital « apatride » et travailleurs immigrés confondus.

Le MEDEF donne le ton ; il martèle, avec un esprit de suite remarquable, ses arguments sur l'entreprise, la compétitivité, le coût du travail, avec le relais suiviste de Hollande et Valls.

Quelques citations pour illustrer :

Hollande : « J'ai fait... le choix de la compétitivité, parce qu'on ne peut rien construire, rien, sans qu'il y ait des entreprises solides... Soutenir les entreprises, c'est soutenir ceux qui y travaillent... C'est le sens du pacte de responsabilité. »

Gattaz : « Le pacte de responsabilité, c'est une révolution culturelle pour faire accepter

l'entreprise comme alpha et oméga de la création de richesse. »

« L'entreprise n'est ni à droite ni à gauche ; elle doit être hors du débat politique. »

« Il faut enfin cesser d'opposer ménages et entreprises, salariés et entreprise, de parler de « cadeaux aux entreprises ou de cadeaux aux patrons. »

« Pour relancer l'investissement, nous avons besoin de capital, de fonds propres, de dividendes et de plus-values... La France doit faire sa révolution culturelle, accepter que l'entreprise soit le cœur de l'économie. »

« Tout notre travail, c'est justement de faire du social, de lutter contre le fléau du chômage. Mais pour cela, il faut être compétitif. »

Et quand Manuel Valls lui emboîte le pas devant l'université d'été du MEDEF, c'est quasiment un copier-coller :

« Cessons d'opposer systématiquement ! D'opposer État et entreprises ! D'opposer chefs d'entreprise et salariés, organisations patronales et syndicats ! Cherchons plutôt à coopérer, à trouver des chemins qui servent l'intérêt général... ce sont les entreprises qui, en innovant, en risquant les capitaux de leurs actionnaires, en mobilisant leurs salariés, en répondant aux attentes de leurs clients, créent de la valeur, génèrent des richesses qui doivent profiter à tous. Moi j'aime l'entreprise... Ce sont les entreprises qui créent des emplois. Il n'y a pas d'emplois sans employeurs ; c'est pourquoi il est absurde de parler de « cadeaux faits aux patrons ». Une mesure favorable aux entreprises, c'est une mesure favorable au pays tout entier... quand les entreprises gagnent, c'est la France qui gagne. »

Gattaz situe le niveau de l'enjeu quand il parle de « révolution culturelle ». Une con-

tre-révolution plutôt : c'est avec l'exception française qu'il s'agit d'en finir, avec une culture de lutte de classes dont Marx avait relevé l'originalité, et qui a été facteur de grandes conquêtes de progrès. Il s'agit dans cette longue période de crise du système capitaliste, et alors qu'une nouvelle phase aiguë de cette crise s'approche, de désarmer les salariés et de fermer la porte à toute perspective de changement pour laisser la voie libre à la course au profit, sur le dos des salariés et du potentiel productif.

De fait, cela pèse contre les luttes face aux licenciements, aux suppressions d'emplois, aux fermetures et délocalisations d'entreprises. Il y a besoin d'agir avec autant de ténacité au plus près des salariés, pour donner confiance dans une autre logique, avec des arguments convaincants, des propositions alternatives audacieuses et réalistes, à même de rassembler les salariés. N'est-ce pas aussi essentiel pour une contre-offensive efficace face à la séduction du FN, son exploitation du désespoir social, du sentiment d'impuissance de la politique et sa division des salariés ?

On ne peut se limiter à dénoncer l'action et les projets du patronat et du pouvoir ; il s'agit d'organiser en grand sur le terrain, dans des actions concrètes, avec des propositions précises et cohérentes, la bataille de la responsabilisation sociale, territoriale et environnementale des entreprises.

Vous le savez, vous en êtes les acteurs, nous sommes, comme parti politique, pleinement partie prenante des luttes pour la défense du potentiel productif et de l'emploi (je pense à nos initiatives et interventions locales et nationales dans des batailles comme celles des salariés d'Arcelor-Mittal, d'Alstom, de la SNCF, de Sanofi, de Petroplus,

de Fralib, de Kem One, et tant d'autres qu'on me pardonnera de ne pas nommer). C'est l'occasion de présenter, débattre, expérimenter nos propositions comme l'a fait, par exemple, Pierre Laurent dans sa lettre à François Hollande à propos d'Arcelor-Mittal, ou en s'adressant publiquement à Manuel Valls avec des propositions alternatives au dépeçage d'Alstom. Dans les deux cas, nous avons mis en avant notamment des contre-propositions concernant le financement, le crédit bancaire et un processus de nationalisation, en cherchant à les appliquer aux situations concrètes de ces groupes.

Nos élus, du local au national et jusqu'au niveau européen mettent leurs moyens d'intervention au service des luttes. Au-delà des actes de soutien, je pense à différentes propositions de loi visant la sécurisation de l'emploi, ou encore à des commissions d'enquête (rapport d'Alain Bocquet sur la sidérurgie, rapport de Michelle Demessine sur le CICE, commission d'enquête sur l'industrie aéronautique demandée en liaison avec notre réseau de l'aéro et du spatial par André Chassaigne, etc.).

Ces expériences permettent de vérifier l'utilité d'élus en phase avec les luttes, et la nécessité de relations de travail, avec le mouvement syndical et les associations concernées, celle du dialogue et la possibilité de convergence, avec des élus des territoires, au-delà des nôtres, et jusqu'à des patrons de PME.

Comme le soulignait le texte préparatoire, la bataille politique à mener ne consiste pas seulement à interpeller l'État, mais tout autant le patronat et les banques. L'action politique transformatrice, pour être efficace et regagner en crédibilité face au sentiment d'impuissance de la politique qui la dis-  
crédite, doit viser à conquérir des positions

de pouvoir étatiques, et des pouvoirs de décision face au patronat, aux actionnaires, aux marchés financiers pour la mise en œuvre de critères nouveaux de gestion des entreprises et d'attribution des moyens financiers. Cela n'appelle-t-il pas d'ailleurs à dépasser la conception d'une coupure – luttes sociales à l'entreprise face au patronat – action politique dans les institutions pour interpeller l'État ; à lier dans l'action à tous les niveaux, de l'entreprise au parlement, les objectifs de progrès sociaux, avec les moyens financiers et les pouvoirs qui en conditionnent la réalisation.

D'ores et déjà peuvent être évoquées, pour en débattre, à partir des idées abordées hier, et sans que cela soit limitatif, quelques pistes d'actions immédiates :

- bataille, dont la semaine de riposte au MEDEF pourrait être un temps fort, à propos du CICE, pour mettre en cause la baisse du coût du travail, pour des propositions de baisse du coût du capital, afin de réorienter l'argent vers un développement productif, social, donc sur tous les enjeux du travail et de sa transformation, et écologique, avec des leviers comme la sélectivité du crédit, la modulation des cotisations patronales et de la fiscalité des entreprises ;
- face au chantage à l'emploi avec les accords de compétitivité et contre la flexisécurité, mener bataille pour la sécurisation de l'emploi et de la formation ;
- porter, comme l'a proposé Alain Obadia, l'exigence d'une rencontre nationale (Conférence, États généraux, l'appellation serait à préciser) sur l'objectif du développement productif, social et écologique, avec tous les acteurs concernés ; faire grandir la bataille sur les responsabilités des banques, pour un pôle public financier et des fonds

régionaux activant le levier d'un nouveau type de crédit en faveur de l'emploi, de la formation, de la recherche, de l'environnement ; bataille aussi pour un Fonds de développement social et écologique européen finançant le développement des services publics en France et dans toute l'Union européenne ; soulignons au passage combien de telles batailles appellent le rapprochement, la jonction des salariés de l'industrie et des banques ;

- enfin bataille sur les nouveaux droits et pouvoirs des salariés, notamment pour un avis obligatoire des CE sur les orientations stratégiques des entreprises et des groupes ; et pour un droit de veto suspensif sur les suppressions d'emplois, les fermetures de sites, les délocalisations, avec examen obligatoire des propositions alternatives des salariés.

Tout cela a besoin d'être approfondi, précisé. Le chantier de travail et d'action est considérable. Cette convention nous permet d'avancer, de formuler les axes d'une vision cohérente, pour une nouvelle industrialisation. C'est utile tout de suite pour agir, comme pour le débat à gauche sur le contenu d'une alternative. Mais c'est aussi à considérer comme une étape dans un travail à poursuivre durablement. C'est pourquoi est envisagée la constitution d'une commission « Industrie-Modèle productif » travaillant en lien étroit avec la commission Entreprises, comme c'est déjà le cas avec la commission économique.

Notre analyse, notre responsabilité d'action nous amène enfin logiquement à ouvrir une réflexion sur la question de notre organisation. Il y a besoin d'un PCF à même de porter à la hauteur de l'enjeu la bataille politique dans les entreprises.

Le « compromis historique » prôné par Hollande est un compromis de régression sociale, et d'enfoncement dans la crise ; il s'agit, comme le soulignait le texte préparatoire, de lui opposer le défi d'un nouveau compromis social de progrès, à l'image de celui réalisé hier dans le cadre du CNR dans les conditions de l'époque, mais devant aller bien au-delà. Cela concerne particulièrement un recul sans précédent des critères et du système de pouvoir capitaliste dans la production et les services en même temps que la promotion de nouveaux rapports de la France à l'Europe et de celle-ci au monde.

Il s'agit de rassembler :

- pour maîtriser les marchés jusqu'à s'en émanciper, au lieu de se résigner à leur domination et chercher seulement à en corriger les effets sociaux les plus dévastateurs ;
- pour transformer la démocratie au-delà de la démocratie délégitimée en crise.

Cette bataille a une dimension et des enjeux proprement politiques ; les syndicats agissent sur ce terrain, et leur intervention sur les stratégies d'entreprises, leur gestion, ainsi que sur la politique du gouvernement a bien sûr une portée politique ; mais ils n'ont pas vocation à couvrir tout le champ de l'action politique susceptible de changer le rapport de force. Pour sa part, le Parti communiste a la responsabilité de s'impliquer avec ses initiatives, ses propositions, et cela ne peut qu'aider le mouvement syndical, les luttes. Cela nous renvoie au besoin d'être organisés dans les entreprises.

En effet, pour une telle bataille, une intervention politique de l'extérieur des entreprises, si utile soit-elle, ne saurait suffire. La situation, la nature de la bataille à mener fondent le besoin de communistes organisés

pour l'action et la bataille idéologique parmi les salariés, à l'intérieur des entreprises, dans les bassins d'emploi, et à l'échelle des groupes et branches de l'industrie et des services.

On ne peut pas laisser l'entreprise au patronat. Et nous ne sommes pas de ceux qui pensent que, désormais le combat serait ailleurs, que « l'entreprise n'est plus un lieu de socialisation politique ».

Avancer dans une réorganisation dans les entreprises est une clé pour les luttes immédiates et pour avancer dans la construction d'un rassemblement populaire transformateur. Ne faut-il pas l'envisager aussi comme un atout indispensable face aux forces du capital dans le cadre d'un processus victorieux de transformation.

Nous avons beaucoup reculé, et notre culture originale d'organisation politique à l'entreprise aussi. Nous avons besoin non pas de chercher à refaire à l'identique ce qui a existé, mais de chercher comment nous donner les moyens de répondre aux défis d'action politique d'aujourd'hui, dans le salariat et les entreprises tels qu'ils sont, au défi d'unité du salariat face à tout ce qui le divise, d'affirmation consciente de la classe ouvrière d'aujourd'hui.

Je dis « chercher comment », parce qu'il n'y a pas de réponse toute faite, ni facile. Et on voit bien les obstacles de toutes sortes.

Des cellules, quelques sections ont continué d'exister ou dans quelques cas se sont constituées. Certaines fonctionnent activement, d'autres moins. Quelques formes de réseaux ont été expérimentées. Une évaluation serait utile.

Mais, au total, on est loin du compte. Beaucoup d'adhérents du parti sont des salariés ou des retraités de l'industrie et des

services, mais peu sont organisés pour agir dans le champ de l'entreprise. En même temps, le parti est très sollicité par les batailles électorales, incontournables, mais qui ne nous rapprochent pas forcément des entreprises.

### **Comment avancer ?**

Ne faut-il pas mettre les enjeux de fond en débat, autrement dit prolonger dans le parti à tous les niveaux nos débats de ce week-end, tout en cherchant à avancer dans une construction :

- il faudrait faire un état des lieux ;
- on pourrait, en liaison avec les luttes, avec des initiatives d'action, décider de recenser nos forces dans les principaux grands groupes et branches ; et travailler avec les fédérations disponibles des plans de travail, des objectifs réalisables, faisant l'objet d'évaluations ;
- on chercherait, en s'appuyant sur une impulsion de direction nationale, encourageant l'initiative des militants et des fédérations, avec le partage d'expériences, à faire de notre implantation organisée pour l'action dans les entreprises, les groupes, les branches de l'industrie et des services un objectif majeur et une orientation partagée ;
- je pense qu'on peut le faire sans idée préconçue sur les modalités, collectifs, réseaux, cellules, sections ; sans opposer une forme à l'autre, l'important étant de parvenir à organiser les militants pour agir ;
- il faudrait aussi envisager la question de la présence plus nombreuse de militantes et militants des entreprises dans les directions ;
- on pourrait ainsi progresser vers une nouvelle culture collective d'action et d'organisation communiste dans les entreprises.

Je ne pense pas que nos débats de ce week-end auront le pouvoir de tout résoudre. Mais, en appui sur le chantier de notre projet pour l'industrie, ils peuvent contribuer à motiver, à donner envie d'ouvrir une phase nouvelle de réorganisation et de renforcement du Parti communiste dans les entreprises de l'indus-

trie et des services, pour le plus grand bien d'un nouvel élan du PCF au service des travailleurs, de leurs luttes, d'un rassemblement transformateur. ■

**\*Nicolas Marchand** est membre du Conseil national du PCE.

## CONCLUSIONS

### Pierre Laurent\*

Chères, chers camarades,

La qualité de nos travaux souligne combien nous avons eu raison d'organiser cette convention nationale sur l'industrie. Je voudrais remercier ses organisateurs : Alain Obadia, Isabelle De Almeida, Éric Corbeaux, Yves Dimicoli, Didier Le Reste, Nicolas Marchand, Yann Henzel. Remercier tous nos invités politiques, syndicaux, les députés européens d'Espagne, d'Allemagne, Jean-François Bolzinger pour sa synthèse des ateliers.

Cette convention va marquer une étape importante dans la réflexion et l'action de notre parti. Elle va connaître des suites immédiates et à long terme, et c'est à cela que je voudrais consacrer mon propos. Elle s'inscrit dans le travail général du Parti pour préparer la convention nationale sur notre projet, que nous tiendrons en amont de notre prochain congrès, au premier semestre 2016. La question industrielle est, pour nous, au centre des solutions à la crise globale que nous connaissons : crise économique de la production et des financements, crise du travail et de la démocratie, crise politique où la

désespérance prend le pas sur le sens commun de l'avenir pour notre société.

Parler d'avenir industriel, nos débats l'ont montré, c'est parler de tout ce qui nous ramène au cœur de la crise politique actuelle. L'industrie est victime de sa subordination aux exigences de la finance. Mais ce sont tous les choix humains qui y sont aujourd'hui subordonnés. Et c'est parce qu'elles refusent de s'en émanciper que les forces dominantes, avec le MEDEF et le gouvernement, n'ont ni projet industriel, ni vision pour le développement productif, social et écologique.

Il n'y avait pas de projet sérieux, industriel, pas de projet de développement, pas de projet visant le redressement productif pour la France dans l'agenda du gouvernement.

Tant qu'il n'existera pas de projet ambitieux pour l'industrie française, tant que les robinets financiers seront fermés à un nouveau type de développement, c'est l'emploi qui va trinquer. Le nouveau modèle de développement social et écologique attendu du XXI<sup>e</sup> siècle sera repoussé aux calendes grecques.

C'est un axe fondamental, ce n'est pas qu'une question sectorielle, autour duquel les forces vives de notre pays doivent se rassembler avant qu'il ne soit trop tard.

C'est pourquoi je veux réitérer aujourd'hui l'appel que j'ai lancé il y a quinze jours à Montreuil, lors de la conférence nationale du PCF. Un appel au rassemblement de toutes les forces sociales, politiques de la gauche, les forces du monde du travail et de

la création, les forces vives de la nation. Un appel au rassemblement dans l'urgence pour travailler et agir au redressement de notre pays, pour éviter le désastre d'une France qui va dans le mur et d'un échec historique de la gauche.

Personne ne peut prétendre répondre à ce défi sans placer au cœur des solutions l'objectif d'une nouvelle industrialisation, à commencer par nous. Sous le coup des politiques menées depuis des décennies au service de la finance, la France, si elle n'est pas encore heureusement totalement défigurée, voit ses capacités très abaissées. Son système républicain, enfant de la Révolution française, est à bout de souffle. Sa grande voix d'indépendance, qui pesait dans le monde du côté des forces de paix et de progrès, souffre d'une extinction. Son modèle social, construit au fil des luttes ouvrières, populaires et nationales est attaqué. Son exception culturelle s'estompe. Ses atouts industriels sont menacés. Notre discussion a montré que nous étions à un moment essentiel.

La France a des atouts considérables. La France est encore la cinquième puissance économique mondiale. Son industrie, ses savoir-faire, ses productions, le travail de ses ouvriers, techniciens, ingénieurs et chercheurs rayonnent dans le monde. Le succès de la sonde Philae vient de le montrer avec éclat. Mais, toute cette richesse est aujourd'hui déstabilisée.

Tout ceci est attaqué parce que les capitalistes, les dirigeants des grands groupes multinationaux, des banques, ont choisi l'impasse du court terme égoïste de la spéculation, de la finance, de la rentabilisation de tous les gains de production contre le partage et les choix, pourtant à portée de main, d'un nouveau type de développement.

Le choix de la finance, appuyé par les politiques au pouvoir depuis des décennies, détruit chaque jour le tissu industriel du pays. Je ne reviens pas sur les chiffres. Depuis 1990, la production industrielle de la France a reculé de 11,4 %, plus que dans les autres pays européens. Plus de 2 millions d'emplois industriels ont été détruits dans les trente années qui ont suivi 1980. L'emploi industriel représentait 24 % des emplois en 1980, il n'en représente plus que 13 % aujourd'hui.

Au cœur de cette dégringolade, il y a les exigences de rentabilité financière. Ce qu'on appelle le coût du capital.

Ce n'est pas seulement que la finance vampirise l'industrie, c'est qu'elle a pris le pouvoir sur les choix de gestion. C'est ce pouvoir qu'il faut reconquérir si nous voulons inverser la tendance.

Pourquoi et comment récupérer le pouvoir sur les choix de la France, sur les choix du devenir des entreprises ?

Je veux dire d'abord que pour nous, le choix d'une France industrielle est un choix de société. Nous n'avons jamais cédé aux sirènes de la société postindustrielle et nous en sommes fiers. Cela a largement été démontré ce week-end. Le remplacement de l'industrie par les services est une thèse qui ne tient pas la route.

Services et industrie sont de plus en plus étroitement liés. D'abord parce que ce qui est considéré souvent comme « services » ne sont que des tâches externalisées de ce qui faisait partie intégrante de la production industrielle.

Il en est ainsi des « services » informatiques, de la logistique, de la maintenance, du gardiennage et du nettoyage. Et, de plus en plus, des services comptables.

De plus, on ne peut aujourd'hui considérer comme en dehors du processus de production industrielle, les services de l'ingénierie, la recherche, le développement des produits, la formation des salariés, la logistique, le recyclage... Ces activités de services sont aujourd'hui l'oxygène dans le sang de l'industrie.

Ensuite, parce que se développe à grands pas ce qu'on appelle « l'économie de fonctionnalité ». Quand on achète un smartphone, on achète un produit industriel et une série de services auxquels la possession du smartphone nous permet d'accéder. Il en va de plus en plus de même dans l'automobile où les pratiques de location, de covoiturage se développent, ou dans l'aéronautique. Location, colocation, revente, partage... dans cette économie de la fonctionnalité, où c'est la valeur d'usage des produits industriels qui prédomine, industrie et services tendent à se confondre.

Nous n'avons jamais non plus accepté l'idée d'une délocalisation inéluctable de l'emploi industriel. C'est une certaine vision de la mondialisation qui donne tout le pouvoir au seul capital de se déplacer, de localiser ces activités, en s'appuyant sur les possibilités de la révolution numérique. Comme l'a dit Philippe Martinez, « c'est un modèle où les salariés sont de plus en plus flexibles face à une organisation du travail et face à une certaine conception de la mondialisation de plus en plus rigide. »

Cette vision, qui a sacrifié l'emploi industriel, en France plus qu'ailleurs, est une triple impasse historique. D'abord l'idée que l'on va vers un monde où la conception serait ici, et l'assemblage dans le Sud, serait complètement archaïque. Or, le monde ne va pas vers cela.

D'ailleurs, les peuples et les dirigeants des pays émergents ne veulent plus que leurs pays ne soient seulement considérés comme l'atelier d'assemblage de produits conçus ailleurs. Ils cherchent le développement de leurs propres capacités. La Corée du Sud consacre 4,36 % de ses richesses à la recherche. Depuis l'an 2000, la part des richesses consacrées à la science et l'innovation en Europe est passée seulement de 1,74 % à 1,97 % quand, en Chine, elle a plus que doublé, partant de 0,90 % pour atteindre 1,98 %, dépassant aujourd'hui les efforts de l'Europe. Cette vision du monde : la recherche au Nord et l'atelier d'assemblage au Sud, ce n'est pas la conception de la Corée, de la Chine, de l'Inde ou du Brésil et ce n'est pas notre conception du monde. C'est une erreur de le penser.

Notre conception est celle d'un nouveau monde, de la coopération équitable. La France est en retard dans le dialogue qu'elle devrait développer avec les pays émergents. La France n'est pas attentive aux initiatives des BRICS et ne les soutient pas alors qu'au contraire, elle devrait être extrêmement active pour construire des modèles alternatifs de mondialisation.

Deuxièmement, le *low cost*, contrairement à une idée très répandue, ce n'est pas pour ailleurs. Le *low cost* c'est à la fois ici et ailleurs. C'est une arme de dumping social au sein même de l'Union européenne. Dans de nombreux domaines industriels, la principale concurrence *low cost* est une concurrence intra-européenne, organisée par les grands groupes. Les travailleurs détachés deviennent une spécialité intra-européenne, pour organiser le dumping social, dans la zone la plus développée du monde.

On voit bien que l'attaque contre toutes les garanties sociales – qui est une des orienta-

tions systématiques des politiques européennes – est une attaque qui se mène à partir des lieux de décisions français. Ce n'est pas une menace extérieure.

Ce qui est visé, ce n'est donc pas un modèle de spécialisation géographique, c'est une mise en concurrence généralisée contre le travail, au nom de la compétitivité et du prétendu coût du travail. Nous combattons, nous, pour la relocalisation de nos activités industrielles, l'égalité de droits de tous les travailleurs, la coopération, contre la concurrence.

Un mot suite à la remarque de Bertrand Péricaud. Nous voulons batailler sur cette question centrale de la reconquête du pouvoir, de la souveraineté. Il faut démystifier le discours de Marine Le Pen et du FN. Elle fait mine de parler souveraineté nationale, mais associe systématiquement cela à la préférence nationale, présentée comme une garantie des droits des salariés, et évacue dans les propositions concrètes ce qui touche au pouvoir de la finance.

À l'inverse, nos propositions sont des positions de reconquête concrète de souveraineté, et cette bataille doit se construire à tous les niveaux.

C'est reconquérir des pouvoirs dans l'entreprise sur les choix de gestion, à l'inverse du Front national qui porte des attaques systématiques contre les syndicats.

Nos propositions de reconquête visent la reconstruction d'une politique industrielle nationale démocratisée.

Elles comprennent la question fondamentale du pôle public financier, du rôle des banques et de la BCE afin de ne plus être dépendants de la finance.

Elles œuvrent à la construction d'une politique industrielle européenne et non pas une poli-

tique de repli. Elles visent à la création d'un fonds de développement social européen.

Elles travaillent la question des moyens de changer la mondialisation et non de s'en protéger, comme s'il suffisait d'ériger des barrières en laissant intactes les règles actuelles de la concurrence et de la mondialisation.

Le Front national avance la question de la préférence nationale, c'est-à-dire de droits différents parmi les travailleurs français et européens. C'est le revers du dumping social accepté. À l'inverse, il nous faut nous battre avec force pour des outils de souveraineté associés à des droits nouveaux de tous les travailleurs et pour une harmonisation sociale qui éradique progressivement le dumping social organisé par la finance. C'est une bataille extrêmement importante qui est devant nous, une bataille politique que nous sommes obligés de mener. Nous devons affronter ce débat politique et le mener avec des propositions concrètes et fortes.

Enfin, sur la question écologique, nous plaçons pour un couplage intelligent entre énergie et industrie sans opposer l'une à l'autre. Nous plaçons pour l'écoconception contre l'obsolescence programmée du productivisme actuel.

Nous plaçons pour des filières de réparation et de maintenance et, plus globalement, pour des conceptions d'économie circulaire qui permettent de mettre en réseau les entreprises et les productions pour organiser leur complémentarité, leur coopération et lutter contre les gâchis.

La primauté doit être accordée à la qualité, à la durabilité, à la modularité des productions qui permettent d'y intégrer au fur et à mesure les avancées technologiques.

Nous plaillons pour la maîtrise des métiers et des savoir-faire sans lesquels il n'y a pas de lutte possible contre ces gâchis.

Les productions doivent intégrer, dès leur conception, les paramètres de la sécurité des consommateurs et des salariés, l'économie des matières premières et des ressources naturelles, l'efficacité énergétique, la gestion et le recyclage des produits et des déchets. Nous avons d'autres axes de bataille essentiels, pour de nouvelles cohérences de solidarité et de complémentarité, contre les fausses oppositions qui sont développées pour diviser les forces sociales :

La bataille essentielle de l'organisation du travail contre les gâchis entraînés par la casse de l'organisation du travail et des qualifications.

Bataille, aussi, cela a été souligné, sur la question de la formation, de la recherche.

La bataille nationale pour la maîtrise de nos choix industriels que nous voulons mener en grand.

C'est pourquoi, nous proposons d'organiser une conférence nationale pour le développement productif, social et écologique. Ce n'est pas un objectif lointain, nous voulons mettre cette question au cœur de tous les débats à gauche, au moment où se mène une réflexion sur les Assises du Front de gauche, où il y a des discussions à gauche, où s'organise le tour de France que je vais mener.

Nous voulons un processus de grands débats publics et citoyens, des États généraux, pour préparer un vrai programme de gauche, un programme de rupture, en dépassant les banalités. Il faut être précis, concrets, car nous en avons soupé des programmes de gauche qui alignent des banalités ou de grandes intentions et qui ne rentrent pas dans le détail. Donc, la question est importante de

savoir si figurent, dans un programme de gauche, des droits nouveaux pour les salariés, si y figurent des mesures de mise en œuvre réelle d'un pôle financier public.

Cela suppose un débat bien plus précis avec les forces syndicales, avec les forces politiques de gauche pour faire monter le niveau d'exigence de transformations concrètes qui permettraient de relancer vraiment l'industrie nationale.

Nous souhaitons instaurer un mouvement de luttes permanent pour permettre aux salariés de s'appropriier les enjeux. C'est dans les luttes que les idées, le partage des savoirs s'effectuent. C'est donc un enjeu important pour les communistes. Nous avons besoin de faire émerger l'idée que le redressement de la France passe par le développement d'une politique industrielle. Je prends des exemples : transition énergétique, mise en place de la BPI, l'écotaxe, la grève des cheminots, ArcelorMittal, Alstom, Areva, EDF, Sanofi, etc.

Chaque lutte, chaque mouvement doit être l'occasion de nationaliser le débat. Ce n'est pas que la défense de l'emploi, même si cette question est importante. Il faut politiser ces conflits, au sens noble du terme, il faut en faire des enjeux de l'avenir de notre pays, car c'est de cela qu'il s'agit.

De ce point de vue, l'opposition qui est souvent développée entre anciennes et nouvelles industries, est une fausse opposition. La maîtrise des métiers, des savoir-faire, des filières industrielles les plus anciennes est fondamentale et nécessaire. La numérisation, ce n'est pas uniquement l'émergence de filières nouvelles, c'est une question qui traverse l'ensemble des processus industriels. Pour moi, il n'y a pas d'opposition. Au contraire, c'est une seule et même bataille. Nous

voyons que la question c'est d'unir. Unir dans les territoires sur la défense des sites, des métiers, des savoir-faire autour de notre vocation industrielle. Unir contre les divisions et pour un nouveau modèle productif, social et écologique. Et parler d'avenir.

Nous voulons donner de l'oxygène aux luttes. L'opposition avec l'écologie n'est pas juste. Cette question divise les forces de gauche, nous nous devons de pousser le débat.

Nous manquons de convergences pour la promotion d'un nouveau modèle productif, social et écologique. C'est un élément d'unité nécessaire. Pour une nouvelle unité politique, nous devons être exigeants afin de dépasser par le haut les différences d'appréciation existantes, dans un projet politique du XXI<sup>e</sup> siècle.

Cet effort est indispensable. Il faut continuer à pousser la discussion sur le type de développement de la société dont nous avons besoin. Ainsi, par exemple, la désindustrialisation est de plus en plus perçue dans les esprits comme quelque chose d'inévitable. Nous avons besoin de revivifier la culture populaire afin de montrer que l'avenir industriel de notre pays est une nécessité et qu'il répond aux attentes de la population.

Cela pose la question de la reconquête du pouvoir autour de deux questions largement soulignées dans notre travail. C'est une bataille à fronts multiples, sur le pôle public financier, sur les critères du financement. C'est une bataille que nous menons dans les luttes, que nous menons lorsqu'on nous explique qu'il serait impossible de constituer un tour de table qui puisse prendre le relais quand de grandes entreprises sont en difficulté, comme nous venons de le vivre avec Alstom.

L'exemple d'Alstom est terrible : nous disons

au monde que la France n'est pas capable par ses banques ou ses industriels de boucler un tour de table.

Il en va de même au niveau européen lorsque nous nous battons pour le fonds de développement social et la modification profonde du rôle de la BCE. Nous devrions également mener bataille sur les 300 milliards d'euros du plan Junker qu'on nous présente comme le plan de relance européen. Pas uniquement sur l'insuffisance de la somme par rapport aux besoins qui existent, mais aussi sur la destination de cet argent. En France, il ira vers les pôles de compétitivité tels qu'ils sont gérés aujourd'hui.

L'activité des entreprises industrielles est soumise à la loi de la finance et des actionnaires. Leur ennemi, comme le nôtre, c'est le monde de la finance. Que dit d'autre Bertrand Lucereau, président du comité des PME de l'aéronautique : « les donneurs d'ordre exigent toujours plus de compétitivité, mais il faut que les PME puissent entrer dans leur marge... en évitant de trop se faire égorger dans les négociations d'achats ». Il dit encore que le ministère des Finances devrait faire un peu pression afin que les banques se montrent moins tièdes sur certains dossiers.

Effectivement, il y a un pillage systématique de la valeur par les grands groupes et les multinationales sur toute la chaîne de valeur dans leur secteur. Les salariés sont pressurisés, les PME aussi.

Se pose également la question de la fiscalité lorsque certains grands groupes – Google, Amazon, Netflix... –, qui construisent des outils industriels, ne paient pas un euro de fiscalité dans l'Europe entière, comme cela vient d'être montré avec l'accord secret de nombreuses multinationales avec le gouvernement Junker, au Luxembourg.

Nous avons donc un énorme travail pour solidariser et reconstruire la mutualisation des financements, pour le partage et l'investissement industriel.

Il y a aussi une très grande bataille pour la démocratie et des droits nouveaux.

Cela nécessite une bataille pour une politique industrielle et des droits démocratiques.

Bataille d'abord pour l'appropriation sociale ; la nationalisation avec critères, les participations publiques, les filières et territoires, les coopérations, les droits nouveaux : état suspensif sur décision de justice, délocalisations, contrôle des aides. Cela pèse pour une appropriation multiforme sur les propositions, y compris la propriété des brevets, des marques. Il faut également travailler sur les statuts et le rôle social de l'entreprise.

Et puis, évidemment, il y a toute la bataille sur la fiscalité et les aides aux entreprises (CICE, crédit impôt-recherche, exonérations de cotisations sociales...). Toutes les entreprises sont concernées par cette question-là. Il y a un travail de contrôle social et politique sur ces enjeux.

Voilà le sens des batailles que nous voulons mener ! Nous voulons un mouvement permanent contre l'austérité.

Ce n'est pas possible si, comme l'a dit Jean-François Bolzinger, seul le MEDEF fait de la politique à l'entreprise et, plus globalement, en fait seul dans la société à propos de ces enjeux fondamentaux du travail, de l'industrie, du sens du développement productif. C'est pourquoi, j'ai lancé l'idée d'une contre semaine en riposte à la semaine d'action du MEDEF, entre le 1<sup>er</sup> et le 8 décembre.

Un tract national est à disposition. J'ai mis à défi Pierre Gattaz, qui a fait une réponse

timide. Nous ne lâcherons rien. Nous demandons des comptes sur le CICE.

Les élus communistes, département par département, envoient des lettres aux préfets, pour demander des comptes.

Nous proposons nos arguments contre la loi Macron, qui devient une loi fourre-tout. Une loi dangereuse, article par article.

Nous préparons les élections départementales et régionales. Nous souhaitons présenter des candidates et des candidats issus des entreprises et porte-voix des luttes.

Je veux terminer en disant que le travail que nous réalisons pour écrire le projet communiste n'a de sens que si nous le portons dans la population. Il n'a de sens que si nous le portons prioritairement au cœur des lieux de travail.

Il est temps, et nous avons les moyens d'engager la reconquête de l'activité communiste dans les entreprises, comme l'a exprimé Nicolas Marchand. Cela demande d'abord un grand effort volontariste d'organisation, de recensement de nos militants et militants, de conviction pour les amener à choisir de militer sur leur lieu de travail. Les communistes sont pour la grande majorité d'entre eux plongés dans le monde du travail. Autour d'eux, nombre de sympathisants, de syndicalistes sont en recherche de réponses politiques, de débats. Nous avons déjà la possibilité, si nous nous en donnons les moyens et si nous en sommes convaincus, de créer ou recréer de nombreuses cellules d'entreprises. Cela demande aussi un effort d'aide des directions fédérales et de section, un effort de formation auquel beaucoup d'adhérents aspirent.

Cela demande enfin de bien réfléchir à nos objectifs, de définir, voire de redéfinir, ce que doit être le contenu de l'intervention des

communistes à l'entreprise. Nous avons, nous le savons tous, une forte lutte idéologique à mener contre le patronat qui donne le « la » de la politique gouvernementale. La campagne sur le coût du capital en est un levier. Notre carte pétition est un outil pour aller au contact, comme le tract national pour notre semaine « opération vérité contre le MEDEF ». Nous devons, comme nous le faisons souvent, nous confronter aux stratégies patronales, expliquer, dénoncer les choix dictés par la finance.

Nous savons intervenir sur les financements des entreprises, montrer que les moyens pour les investissements, les salaires, l'emploi existent. Nous portons notre projet de sécurité d'emploi ou de formation qui colle avec les exigences des nouvelles technologies. Et nous devons faire effort pour mieux partir de ce que disent et vivent les salariés, de ce qui peut les rassembler.

Ce qui rassemble les salariés d'une entreprise, c'est sans doute d'abord leur travail, leur profession, leur métier. Et le travail est malade. C'est dans l'écart entre l'aspiration des salariés à bien faire leur travail et la réalité de ce qu'on leur demande, de ce qu'on les oblige à faire, de l'organisation de leur travail, que naît principalement cette souffrance au travail qui s'est aujourd'hui généralisée.

C'est sans doute aussi en partant mieux de cette réalité concrète que nous pouvons ouvrir le chemin de la conscience de classe. C'est au cœur de l'entreprise, au cœur du travail, que nous allons faire vivre notre projet communiste. Et c'est par là que germeront de grands élans populaires. ■

**\*Pierre Laurent** est secrétaire national du PCF.

DOCUMENT : CONVENTION DU PCF SUR L'INDUSTRIE

# Une nouvelle industrialisation : UN ENJEU MAJEUR POUR LA FRANCE EN EUROPE

**U**n nouvel essor de l'industrie est indispensable pour ouvrir des perspectives de développement humain durable à notre pays.

Cet objectif doit être soutenu par une grande ambition transformatrice car les enjeux industriels, les enjeux sociaux et les enjeux politiques sont étroitement liés.

Allons-nous lutter enfin efficacement contre le cancer du chômage en créant, les centaines de milliers d'emplois nécessaires grâce à l'investissement dans les activités répondant aux besoins ? Allons-nous ainsi sortir de l'enlisement dans la stagnation voire dans la quasi-récession que connaît notre pays depuis des années ? Allons-nous construire un avenir et des perspectives à notre jeunesse, ainsi qu'à des millions d'ouvriers, de salariés de toutes catégories, de chômeurs, de petits entrepreneurs, d'agriculteurs ou allons-nous continuer à alimenter la désespérance, et le repli sur soi qui sont, tout à la fois, le fondement de la résignation ambiante et le terreau de l'expansion de l'extrême-droite ? Allons-nous créer les condi-

tions nécessaires pour répondre aux immenses défis écologiques que nous devons affronter tout en répondant aux besoins humains ?

Pour faire face à de tels enjeux, il ne s'agit pas simplement d'opérer le « redressement productif » ou de « réindustrialiser », comme si le retour à des conceptions antérieures était suffisant.

Il s'agit de promouvoir un nouveau système productif apte à répondre aux défis technologiques, sociaux et environnementaux de notre époque. Les enjeux écologiques doivent être pleinement intégrés dans les stratégies industrielles. Il s'agit, dans le même mouvement, de rompre avec la dictature de la financiarisation, des exigences de rentabilité exorbitantes des marchés et des opérateurs financiers à l'égard de l'activité productive. Il s'agit de faire barrage à la logique de baisse du coût du travail qui, au-delà de la dimension spéculative de la crise de 2007-2008, est à la racine de la crise systémique que subissent les peuples. Il s'agit, aussi, d'instaurer de nouveaux pouvoirs d'intervention

pour les salariés, les élus et les usagers afin que les stratégies des entreprises gagnent en efficacité sociale durable.

Pour cela, les communistes travaillent au rassemblement de toutes les forces sociales et politiques de la gauche, des forces du

monde du travail et de la création, des forces vives de la nation. Ils lancent un appel au rassemblement dans l'urgence pour le redressement de notre pays, afin d'éviter le désastre d'une France qui va dans le mur et d'un échec historique de la gauche.

\*\*\*\*

### **La France a besoin de ce nouveau industriel**

La démonstration est malheureusement faite – au prix de quels gâchis ! – qu'un pays qui accepte de voir sombrer son industrie s'enfonce dans une spirale de déclin et de régression sociale catastrophiques. Par bien des aspects, la France a atteint un seuil de rupture quant à sa capacité de création de richesses qui risque d'hypothéquer le financement de son développement.

Malgré les discours sur la nécessité de la réindustrialisation, l'effondrement industriel reste une caractéristique majeure de la réalité économique du pays. En 2012, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée était inférieure à 10 %. Entre 2000 et 2012, plus d'un million d'emplois industriels ont été supprimés. La crise de 2007-2008 a joué comme un accélérateur du déclin, la production industrielle ayant chuté de 18 % depuis 2007. En 2013, l'investissement des entreprises poursuivait sa régression à -5 %. Sur les douze dernières années, l'investissement dans l'industrie a diminué de 44 milliards d'euros.

Les menaces graves qui pèsent sur plusieurs filières (automobile, électronique, pharmacie, raffinage, agroalimentaire...), les suppressions d'emplois engagées chez PSA, Renault,

Sanofi-Aventis, Alcatel, chez les sous-traitants automobiles, dans le verre, dans l'agroalimentaire, dans la sidérurgie, dans la chimie... inquiètent et suscitent la colère. Or, si notre capacité productive s'effondre, si nous ne sommes pas capables d'alimenter dans des proportions significatives notre marché intérieur, si dans le même temps nous sommes de moins en moins aptes à répondre à la demande extérieure avec des produits de qualité, présentant des spécificités suffisantes pour qu'ils soient recherchés, notre pays s'appauvrit, notre commerce extérieur est dans le rouge. Les destructions d'emplois deviennent structurelles.

Dans de telles conditions, alors que la révolution technologique informationnelle ouvre sur des potentialités libératrices, ce sont les aspects négatifs induits par sa soumission à la rentabilité du capital qui prennent le dessus. Elle engendre ainsi des suppressions d'emplois qui ne sont pas contrebalancées par la création d'activités nouvelles utiles aux populations. C'est dire à quel point des avancées significatives dans la maîtrise sociale des gains de productivité constituent une question majeure.

Les justifications idéologiques visant à minimiser l'importance de l'enjeu industriel ont

explosé les unes après les autres. Non, nous ne sommes pas entrés dans l'ère de la société postindustrielle. Non, les services ne peuvent prendre le relais pour l'activité et l'emploi si l'industrie s'effondre. C'est d'autant plus vrai que l'industrie, la recherche, la formation et l'ensemble des services sont de plus en plus étroitement liés, nous y reviendrons. Non, on ne garde pas les activités « nobles » de recherche et d'ingénierie en sous-traitant aux pays émergents l'activité de production présentée comme « banale ». Ceux-ci veulent se développer – qui pourrait les en blâmer ? – sur l'ensemble de la chaîne de valeur et ils le font avec réussite (Chine, Inde, Corée du Sud, Brésil, etc.). Le monde n'est pas divisé entre des têtes pensantes et de petites mains. Cette vision méprisante a été cruellement démentie par les faits et c'est tant mieux. Comment croire, par ailleurs, qu'il soit possible de préserver notre compétence quand nous n'avons plus l'expérience de la production ? Les savoirs, les savoir-faire et le faire sont inséparables.

L'industrie nous est de surcroît indispensable pour relever les défis de l'emploi et plus encore de l'emploi qualifié. Il est désormais vital d'interrompre la spirale du déclin actuel avec son cortège sinistre de plans « sociaux » qui plongent des milliers de salariés et de nombreux bassins d'emploi dans la désespérance. Il est urgent de prendre le chemin d'un nouvel essor de l'industrie créateur de milliers et de milliers d'emplois couplé à un immense effort de formation des jeunes hommes et femmes, comme des adultes. Nous avons besoin d'ouvriers de haute qualification, de techniciens, d'ingénieurs, de chercheurs, de designers... Ce sont des conditions essentielles pour redonner espoir à notre peuple en ouvrant des perspectives de

développement renouvelé. Nous ne manquons pas d'atouts pour emprunter ce chemin. La France est encore la sixième puissance économique mondiale. La qualification de notre jeunesse, appuyée sur un taux de natalité parmi les plus élevés d'Europe, les dynamiques d'égalité professionnelle, le niveau de productivité du salariat en France, la qualité des services publics, le niveau de formation et de recherche sont parmi les plus significatifs. Il faut enfin souligner qu'aucun des problèmes économiques et sociaux structurels (financement des retraites et de l'assurance maladie, besoin de financement de l'État et des collectivités territoriales, pouvoir d'achat des actifs comme des retraités) ne peut être résolu sans une vigoureuse politique de développement industriel et de l'emploi. Bref, c'est notre modèle social, construit au fil des luttes ouvrières, populaires et nationales qui est aujourd'hui en cause. Pour toutes ces raisons, notre pays doit, dans les conditions de la période contemporaine, redevenir une grande nation industrielle.

### **L'industrie asphyxiée par la logique financière**

Même si elles proclament rechercher le redressement productif du pays, les orientations appliquées depuis près de trois ans par François Hollande et ses gouvernements successifs nous en éloignent dans les faits. Multiplier les cadeaux au MEDEF, confondu avec « les entreprises », dans l'espérance illusoire de « contreparties » en matière d'emploi est une impasse catastrophique pour le pays. Telle est pourtant la logique du « pacte de responsabilité ». Les bénéficiaires de ces largesses déclarent d'ailleurs aujourd'hui qu'ils ne peuvent pas embaucher, tant que les carnets de commandes ne sont pas rem-

plis. Or, les exonérations fiscales et sociales ont pour conséquence une aggravation des politiques d'austérité qui plombe la demande et maintient la France dans une stagnation – on parle même d'une menace de déflation – poussant à l'augmentation du chômage (+6 % en un an, de 2013 à 2014). Loin de tirer les enseignements de cette situation, le pouvoir persiste dans la mise en œuvre de recettes néolibérales éculées qui ont partout échoué. Malgré l'échec du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi), il pratique la fuite en avant. Malgré l'évident blocage des fédérations patronales à l'égard de toute discussion de contreparties au niveau des branches, le projet de loi Macron est mis sur orbite et va au-devant des revendications du MEDEF, en s'attaquant aux garanties collectives du code du travail. Pourtant, la politique systématique de baisse des « charges sociales » appliquée depuis 1992, prétendant inciter les entreprises à créer des emplois et à ne pas délocaliser, est un véritable fiasco.

En réalité, les gestionnaires des entreprises vont utiliser les profits supplémentaires rendus disponibles par les dispositifs gouvernementaux pour payer des intérêts aux créanciers, verser des dividendes, racheter leurs propres actions, spéculer et, dans le cas de nombre de PME-TPE, redresser leur trésorerie. D'autant que le violent coup de frein donné sur les dépenses publiques (53 milliards d'euros d'ici 2017) va raréfier la demande intérieure et freiner un peu plus la croissance.

Le « nouveau compromis social » recherché est donc voué à l'échec.

C'est d'autant plus vrai que cet objectif repose sur un diagnostic complètement faux. Constatant la faiblesse de l'investissement

réel dans l'industrie qui, accentuant l'obsolescence des équipements, engendre une perte d'efficacité et de compétitivité des productions françaises, le MEDEF – et le couple exécutif avec lui – affirme que cela tient à l'insuffisance du « taux de marge » des entreprises en France : « le plus bas de son histoire ». Il faudrait donc impulser une remontée rapide des profits. On retrouve là le vieux « théorème de Schmidt » : « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain ». Dans cette conception, l'État doit aider les entreprises à accroître leurs profits disponibles. Pour cela, dans un contexte de concurrence internationale intense, il s'agirait de faire reculer leurs coûts de production en les aidant à baisser... le « coût du travail », le coût du capital – en particulier du capital financier (intérêts et dividendes) – étant réputé intouchable.

Or, la faiblesse, indéniable, de l'investissement tient fondamentalement à l'extrême insuffisance de la demande en France et en Europe, écrasée par le chômage. Elle se conjugue avec un rationnement persistant du crédit bancaire, pour les PME en particulier ainsi que des prélèvements financiers asphyxiants sur la valeur ajoutée des entreprises. En 10 ans, la part des dividendes dans la valeur ajoutée des sociétés non financières a presque doublé passant de 5 % de la valeur ajoutée des firmes à plus de 9 %. Les dividendes et autres revenus distribués des sociétés françaises sont parmi les plus élevés d'Europe. En 2012, ils représentaient, d'après l'INSEE, un prélèvement de 298,6 milliards d'euros sur les « entreprises non financières » soit 30 % de leur valeur ajoutée ! C'est le double de leurs cotisations sociales effectives

(157,9 milliards d'euros). Ce chiffre est bien supérieur à leurs dépenses d'investissement matériel (197,4 milliards d'euros) ! En 1980, ce coût du capital absorbait 14 % de la valeur ajoutée des entreprises non financières, puis 21 % en 1999 et 29 % en 2012 !

C'est bien le coût du capital qu'il faut réduire et non le coût du travail.

### Un nouveau monde industriel

Si nous parlons de nouvel essor et même de nouveau paradigme, c'est que nous sommes conscients que l'industrie de notre époque ne peut être la simple réplique actualisée technologiquement de l'industrie d'il y a 40 ans. Elle doit poursuivre des objectifs prenant résolument en compte plusieurs composantes : les besoins qui s'expriment et auxquels elle doit répondre ; l'ampleur et la rapidité des mutations induites par l'explosion actuelle du numérique dans l'industrie ; la capacité à mobiliser les qualifications et la force créative des salariés, cadres et chercheurs ; le respect des écosystèmes ; la vitalité des territoires dans lesquels les sites sont implantés. Ainsi, elle ne doit pas fonctionner pour elle-même dans la vision étroite et calamiteuse des exigences de rentabilité financière court-termistes ; la sphère et la logique financières ayant pris le pas sur la logique industrielle. Nous devons, au contraire, réorienter l'activité industrielle dans l'optique d'un développement humain durable et solidaire.

C'est pourquoi nous insistons sur la nécessité d'une transformation en profondeur les modèles de production comme de consommation.

Les deux sont en effet liés. Le consumérisme et le productivisme sont les deux faces d'une même médaille : celle de la suraccumulation

de capital matériel et financier en crise structurelle aujourd'hui. Le modèle consumériste est fondé sur la recherche d'un *turnover* aussi rapide que possible des produits pour soutenir les ventes et les profits. Ainsi, dans la logique consumériste/productiviste, le moteur n'est pas la satisfaction des besoins mais la maximisation des profits.

Revendiquer comme nous le faisons de sortir du productivisme ne signifie en rien être hostile à la production. C'est en revanche mener bataille pour que la production soit tirée par la satisfaction des besoins humains et non soumise aux lois court-termistes et irresponsables du dieu profit.

Dans cette perspective, un renouvellement structurel est nécessaire à toutes les étapes de la production : conception des produits en rupture avec la logique de l'obsolescence programmée ; ce qui conduit à insister sur les impératifs de qualité, de durabilité et de modularité (afin d'intégrer les avancées scientifiques et technologiques sans être obligés d'acheter un nouveau produit) ;

« *safe by design* », c'est-à-dire intégration de la préoccupation de sécurité pour les consommateurs, les salariés et l'environnement dès la conception, extraction et gestion économes des matières premières, des matériaux et des ressources naturelles. Souci de leur substituabilité pour éviter les ruptures écologiques (exemple de la chimie végétale) ; lutte contre les pollutions de toutes sortes, préservation des sols : économies d'énergie et efficacité énergétique ; gestion et recyclage des matériaux, des composants et des déchets (avec un objectif antigaspillage mais également avec la préoccupation de la raréfaction de certaines matières premières) ; création de filières de réparation et de maintenance. Comme on le voit, le cahier des charges de

la nouvelle conception industrielle est exigeant, mais il est désormais impératif. Dans une logique d'« économie circulaire », conçue de manière ouverte, il faut développer les mises en réseaux pour organiser la complémentarité des besoins et les coopérations mutuellement profitables, car les déchets des uns peuvent et doivent devenir les matières premières des autres. De même, la création d'écosystèmes industriels rapprochant sur un même site ou sur des sites proches des entreprises intégrées à un tel cycle permet de minimiser les contraintes de transports et de créer des synergies en matière énergétique ou dans les consommations de fluides.

Si nous indiquons que l'économie circulaire doit être conçue de manière ouverte, c'est parce que nous pensons que la circularité ne peut devenir absolue, le cycle reste fermé sur lui-même. Cette conception existe, mais nous la récusons car dans les faits – en raison, par exemple, de la croissance démographique, de la diversification des besoins, de l'impossibilité de recycler à 100 % les produits ou encore de la dissipation inévitable de l'énergie –, elle se traduirait par une spirale de régression de l'activité profondément antagonique avec toute perspective de développement humain.

### **L'ampleur et la rapidité de la révolution numérique**

Nous devons appréhender la puissance et la rapidité de la révolution numérique dans les processus de production.

Certains pourraient dire : « il y a longtemps que ça existe ! » Certes, mais il y a du nouveau et du nouveau qui change bien des choses ! La numérisation des échanges économiques et productifs est désormais considérable.

Google, par exemple, se lance dans des projets industriels (automobile, santé etc.). Avec l'industrie 4.0, les machines communiquent entre elles, les machines et les produits échangent des informations qui permettent une personnalisation poussée de la fabrication. Le *big data* industriel révolutionne le prototypage et la modélisation. La simulation a fait des pas de géants.

La fabrication additive (qu'on appelle de manière un peu réductrice l'imprimante 3D) a généré une activité prometteuse : l'Internet industriel des objets. Il est à la base des *fab-labs* mais devient également un enjeu majeur pour la grande industrie.

Une nouvelle génération de robots dits collaboratifs (les « cobots ») voit le jour. L'objectif est d'interagir avec les humains. On travaille sur des robots capables de s'adapter grâce à leur « intelligence » embarquée.

Arrêtons-nous quelques instants sur les réflexions politiques que ces réalités en plein mouvement peuvent nous suggérer.

Tout d'abord il nous faut en prendre conscience. Évidemment, aujourd'hui, l'usine 4.0 est encore considérée comme l'usine du futur. Le processus n'est qu'à son début. Pourtant il est déjà présent dans les grands groupes qui doivent être à la pointe de la technologie. De plus, malgré la vétusté globale de notre parc machine et le retard en équipement robotique de l'industrie française (la France dispose de 5 fois moins de robots que l'Allemagne et de 2 fois moins que l'Italie) nous savons que lorsque la technologie est là et que la pression de la rentabilité est forte, le besoin de sa mise en place l'est aussi.

D'où un second enjeu d'importance : la nécessité d'une maîtrise sociale de ce processus afin que le progrès technologique au lieu

de se traduire en explosion du chômage, soit piloté collectivement pour le développement des capacités humaines et le progrès social. Même si nous y reviendrons, comment ne pas pointer dès maintenant l'importance, dans une telle mutation, de pouvoirs collectifs nouveaux permettant aux salariés d'intervenir effectivement sur le contenu de leur travail, sur son organisation comme sur les formations – qui ne peuvent se limiter à adapter l'humain à la technologie mais doivent au contraire lui permettre d'en prendre la maîtrise. Cela implique évidemment une conception de ces formations et de la reconnaissance des qualifications tournée vers le développement des capacités de chaque salarié y compris au plan des salaires ! Comment ne pas souligner aussi l'importance de notre proposition de sécurisation du parcours professionnel des salariés par l'organisation d'un couplage emploi-formation ? Comment enfin ne pas percevoir l'importance, pour les jeunes, d'une mise à jour des contenus de l'enseignement ; l'importance du développement de formations techniques de nouvelle génération. Il faut permettre à chacun dès la formation initiale d'avoir accès aux connaissances pour se repérer dans ce monde en plein mouvement.

### **Des liens nouveaux entre industrie et services**

Nous avons indiqué plus haut que l'industrie était de plus en plus inséparable des services. Elle l'est d'abord parce que des fonctions telles que la recherche-développement, l'ingénierie, en amont, mais aussi la logistique ou le recyclage en aval sont partie intégrante du cycle industriel. Elle l'est ensuite parce que les phénomènes d'externalisation – visant notamment à tirer vers le bas les

garanties collectives des salariés et à fragiliser l'emploi – ont conduit à classer statistiquement dans les services des fonctions précédemment intégrées : services informatiques, maintenance, nettoyage. Elle l'est enfin autour d'un phénomène montant : celui de l'importance grandissante de l'usage dans les stratégies clientèles. Cela se manifeste de manière exponentielle : les fabricants de pneus vendent désormais des kilomètres de roulement à des entreprises de transports ; avec le développement des formules de locations l'industrie automobile, l'aéronautique prennent le même chemin ; aujourd'hui, dans la plupart des cas, un téléphone mobile n'est que le support d'un abonnement. Cette approche qui intègre les nouveaux modes d'usage des objets : colocation, locations, échanges, partages, reventes etc., est désignée sous le vocable d'« économie de fonctionnalité ». Plus profondément, cette imbrication grandissante de l'industrie et des services manifeste l'émergence d'un nouveau système productif.

### **Une vision prospective et stratégique**

Repenser et transformer en profondeur l'ensemble du processus de production implique des investissements massifs et de long terme, facteurs d'une relance prenant en compte l'ensemble des dimensions du développement humain. En effet, les pistes que nous venons de mentionner, si elles existent bel et bien, restent aujourd'hui au stade des réalisations de pointe. Or, tout l'enjeu est qu'en quelques années elles deviennent progressivement banales.

Une telle démarche doit s'appuyer sur un renouveau de la planification et de la pensée prospective à toutes les échelles territoriales.

La soumission à la loi du marché est en effet incompatible avec les transformations structurelles à entreprendre tant il est vrai que la logique du capitalisme est de n'investir qu'en fonction du taux de rentabilité escompté à court terme et non en fonction des besoins et de l'utilité collective. Cette caractéristique s'est encore aggravée ces dernières années avec la montée exponentielle et incontrôlée de la financiarisation jusqu'au cœur de la gestion des entreprises.

La planification doit concerner l'ensemble des grands enjeux auxquels nous sommes confrontés. Les enjeux écologiques bien sûr : lutte contre le changement climatique, bataille pour la biodiversité, gestion rationnelle des ressources naturelles et des matières premières, gestion solidaire et coopérative des biens communs de l'humanité. Ces immenses défis planétaires et civilisationnels, qui conditionnent notre présent comme notre avenir, exigent un effort de recherche fondamentale, industrielle et technologique tout comme un effort dans la formation et la qualification sans précédent. D'autres sujets relèvent également de cette approche. Stratégies de développement de l'industrie et des services, politique énergétique, grandes stratégies de recherche, d'équipement, de définition des infrastructures, d'essor des services publics etc. Nous nous battons pour une démarche de planification renouvelée à l'ère de la transition écologique, intégrant toutes les dimensions et notamment celles du social, du territorial et de la démocratie.

Il est bien sûr impératif de réfléchir collectivement aux diverses manières de financer durablement le nouvel essor industriel. En effet, les financements bancaires ont reculé.

Les entreprises ont privilégié les actionnaires et l'appel aux marchés financiers.

Il est indispensable de desserrer la contrainte de rentabilité qui pèse sur les choix de gestion des entreprises. Recherche, formation, investissements de long terme sont délaissés par les marchés financiers. L'année dernière, sur 100 euros de profits des 36 plus grandes entreprises françaises, hors banques et assurances, seuls 50 sont allés aux investissements dans des capacités de production dont une part importante hors de France. Toutes les questions qui précèdent sont d'ores et déjà partie intégrante de la campagne politique d'ampleur que nous menons pour aider à la prise de conscience de l'immensité du coût du capital. Elles sont déterminantes pour ce qui concerne ce nouvel essor industriel.

### **Une nouvelle conception des échanges mondiaux**

Avec la révolution informationnelle, ce qui tend à prédominer dans la création de richesses, ce sont les informations, comme la R&D pour la production, la formation pour le travail, les données et l'accès aux données avec, en outre, la progression considérable des services.

Cela tend à bouleverser la logique même des échanges, avec le partage possible des « coûts informationnels ».

En effet, à la différence d'une machine-outil qui est obligatoirement localisée dans un seul endroit, une information peut être partagée indéfiniment, à l'échelle mondiale. Dans ces conditions, plus on développerait la capacité de chacune et chacun la mondialiser la mondialiser à utiliser toutes les informations, en le formant tout au long de la vie et en l'équipant toujours mieux, et plus on pourrait

partager les coûts de production de ces informations sur une échelle étendue.

Ainsi, un nouveau modèle économique est en gestation dans lequel on diminuerait les coûts unitaires en développant toutes les capacités humaines.

Cependant, avec la mondialisation capitaliste, sous la pression des capitaux financiers transnationaux, cette tendance à la prédominance des informations et de leur partage a été récupérée par les privatisations et l'expansion formidable des groupes monopolistes multinationaux. Ceux-ci, en effet, peuvent partager les coûts de R&D à l'intérieur des réseaux planétaires de domination qu'ils se constituent en multipliant les opérations de fusions et acquisitions. Ils peuvent ainsi partager bien davantage que ne peuvent le faire des entreprises publiques purement nationales.

Ces multinationales utilisent le marché financier pour les prises de contrôle, le financement, la valorisation des actifs informationnels ou immatériels. Elles visent la maîtrise des marchés et la protection de leurs surprofits.

Elles veulent franchir une nouvelle étape avec la négociation – dans le dos des peuples – du traité transatlantique de libre-échange qui, s'il aboutissait, consacrerait la domination absolue de leurs prétentions ainsi que des normes américaines. Il faut absolument se battre pour écarter ce péril.

Aussi, à l'opposé des partages généralisés pour développer les capacités humaines, devenus possibles en s'émancipant de la domination des marchés, les entreprises multinationales tendent au contraire à mettre en concurrence les salariés du monde entier en détruisant des emplois, en refoulant les exigences nouvelles de formation, pour la rentabilité financière

de leurs capitaux. Elles développent ainsi la guerre économique mondiale, accentuent l'insuffisance des débouchés et la dictature des marchés financiers.

D'où le défi de faire émerger une organisation nouvelle de partages des coûts à l'échelle mondiale, en établissant des coopérations étroites entre entreprises publiques au plan international, et cela dans la perspective de services et biens communs de l'humanité.

C'est dans cette logique d'ensemble que s'intègre l'objectif de relocalisation en coopération des productions qui est de plus en plus au cœur des débats faute d'être encore au cœur des réalités. Cette démarche ouvre des perspectives nouvelles pour un modèle productif rapprochant les lieux de production des lieux de consommation au plus grand bénéfice des territoires et des populations concernés.

S'agissant des petites productions locales, elle est un facteur de transformation des modes de consommation en favorisant la diversification des produits disponibles, les liens entre producteurs et consommateurs, les circuits courts pour limiter le poids des intermédiaires. Elle favoriserait une meilleure répartition de la production sur l'ensemble du territoire et apporterait des réponses alternatives à l'hyperpolarisation des activités comme aux phénomènes de désertification. Elle favoriserait le développement du système coopératif, bien adapté à ce type de production, sur l'ensemble du territoire.

Insistons cependant sur le fait que la relocalisation ne concerne pas que ces petites productions locales. Elle doit également s'appliquer aux grands secteurs économiques. En effet, si les véritables coûts étaient réintégrés dans la comptabilité analytique des entreprises (et c'est une bataille que nous devons mener sur la base de nouveaux

critères de gestion et d'efficacité), la pseudo-rationalité des choix de délocalisation deviendrait indéfendable.

En effet, les productions éclatées à travers le monde en fonction des bas coûts de main-d'œuvre et du dumping fiscal et environnemental ont des répercussions désastreuses concernant : les conditions sociales dans lesquelles s'effectue la production dans les pays d'accueil (la catastrophe de Dacca au Bangladesh intervenue en avril 2013 – plus de 1 000 morts – montre le caractère insupportable de leur coût humain) ; la consommation d'énergie et l'empreinte carbone. Des produits font le tour de la terre avant d'arriver dans nos assiettes, des processus industriels font parcourir des milliers de kilomètres à leurs composants pour bénéficier de coûts moindres ! Cette tendance tient à la non prise en compte des externalités négatives. Les coûts de transport sont systématiquement minorés, ces secteurs étant parmi les plus touchés par les pratiques de dumping social et de dérégulation (pensons au transport maritime et aux pavillons de complaisance ou encore aux transports routiers). Quant à leur influence sur l'environnement, il n'est tout simplement pas intégré ; la saignée des emplois dans des pays comme le nôtre avec toutes ses conséquences en chaîne est, pour l'essentiel, supportée par la collectivité et non par les entreprises qui en sont responsables. Ces quatre dernières années, 400 000 emplois industriels ont été supprimés et, selon les estimations de certains économistes, 400 000 autres sont directement menacés. En dix ans, presque le tiers des emplois industriels aura disparu. Qui plus est, on ne mesure jamais la faiblesse, voire l'absence, des investissements sur notre sol, en grande partie responsable de la désin-

dustrialisation. En tout état de cause, le chômage, la perte de compétences, le déclin des territoires n'entrent pas dans le bilan des firmes. C'est encore à la collectivité de les prendre en charge.

Pas de contresens, cependant, la relocalisation doit être conjuguée avec une vision ambitieuse des échanges internationaux pour un co-développement de toute l'humanité. Leur fonction est bien sûr irremplaçable pour tout ce qui ne peut être produit localement et qui est pourtant considéré comme utile. Mais cela va au-delà, ils sont aussi un facteur de liens entre les différents peuples de la planète. Ils doivent évoluer dans le sens de la coopération et non dans celui des règles actuelles de l'OMC.

L'obligation de respecter des clauses sociales et environnementales pour réguler les échanges internationaux irait dans ce sens. Elle serait assortie de grands programmes de coopérations pour que tous les pays puissent se porter au niveau des clauses sociales et environnementales à respecter. Cette question est une revendication majeure du mouvement syndical mondial. Le non-respect de ces clauses devrait entraîner soit une interdiction d'entrée sur le territoire, soit l'application d'une taxe anti dumping.

### **Se battre pour une politique industrielle à l'échelle européenne**

La réorientation et la refondation de la construction européenne qui sont au cœur de notre action pourraient permettre à cette dernière de devenir un acteur de dimension pertinente pour développer ce processus tellement nécessaire. Plus largement, l'Europe pourrait devenir un des vecteurs privilégiés du nouvel essor industriel indispensable.

Or, depuis 10 ans, la polarisation s'est accentuée entre les pays membres. L'Allemagne qui a tendu tous ses efforts pour rester une grande puissance industrielle a reconstitué autour d'elle l'ancienne zone de rayonnement du mark. Elle a ainsi acquis une position dominante dans le jeu politique européen. À l'opposé, les pays d'Europe du Sud comme l'Espagne, le Portugal et la Grèce ont d'énormes déficits dont la faiblesse industrielle est l'une des causes majeures. en ce qui concerne valeur ajoutée, l'industrie française ne représente plus que la moitié de l'industrie allemande. Dans les faits, ce phénomène de polarisation menace l'Europe de désintégration, mine sa légitimité aux yeux des populations et affecte l'efficacité globale du système productif européen. Il est donc essentiel de changer de logique pour mobiliser l'énergie, la créativité et les moyens des différents pays membres afin de faire converger les efforts pour répondre aux besoins des populations et faire face aux défis qui nous sont posés. Il y a urgence car l'Europe tout entière risque de décrocher dans de multiples domaines décisifs pour son avenir. À titre d'illustration, l'effort de recherche dans l'Union se situe derrière celui des États-Unis et du Japon. Mais l'Europe compte 500 millions d'habitants, les États-Unis 300, le Japon 130 ! Quant aux ambitions affichées par le premier traité de Lisbonne de faire de l'Union européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde », elles ont piteusement échoué.

Mais le nouvel essor industriel implique une rupture avec les dogmes étriqués de la « concurrence libre et non faussée », de la compétitivité par la baisse du coût du travail ou encore de la rentabilité maximale des

capitiaux qui constituent le socle de l'orientation économique et sociale de l'Union européenne. Car la question des grands projets structurants reste plus que jamais d'actualité. Réussir la transition écologique dans une perspective de progrès humain, engager un effort majeur d'équipements pour se doter des réseaux interconnectés indispensables dans des domaines tels que le ferroviaire, le transport d'énergie électrique, les télécommunications, la fibre optique, les nouvelles générations d'Internet, le *big data*, etc. sont autant d'objectifs qui répondent à des besoins massifs. Il en va de même en ce qui concerne les projets de motorisation propre des véhicules (notamment les bornes de rechargement rapides). Il est également indispensable de rompre avec la course au moins-disant social qui structure la logique des traités européens. Les travailleurs détachés deviennent une spécialité intra-européenne, pour organiser le dumping social, dans la zone la plus développée du monde. Face à ces enjeux, il est donc vital de mettre enfin en chantier une politique industrielle européenne permettant de définir de grandes priorités en matière de recherche, de stratégies d'investissements, de soutien à des initiatives communes fondées sur une vision de long terme. Il est indispensable que les firmes européennes puissent coopérer alors qu'aujourd'hui cette démarche est passible de sanctions pour « distorsion de concurrence ». Il est indispensable de refonder les traités aujourd'hui formatés par la logique du libre marché sans entraves.

C'est d'autant plus nécessaire que si, comme aujourd'hui, on se contente d'essayer d'accroître la productivité, en investissant dans les technologies numériques, sans dévelop-

per suffisamment la demande, alors, on alimente le chômage et la guerre économique. Il faut impérativement rompre avec cet enchaînement au cœur des antagonismes actuels résultant de la façon dont les multinationales utilisent les potentiels de productivité des technologies nouvelles pour accroître la rentabilité financière des capitaux.

Dans ces conditions, s'il est effectivement nécessaire de soutenir les investissements matériels et de recherche en France et en Europe, il faut absolument les conditionner à un essor concomitant d'emplois et de formations en nombre et correctement rémunérés. De même, il s'agit d'engager une très grande expansion de tous les services publics, à l'opposé des rationnements actuels. En effet, dépenser plus et mieux pour la santé, l'éducation, la recherche, la petite enfance, les personnes âgées, l'environnement, l'énergie, les transports collectifs, le logement social, la culture... permettrait, tout à la fois, d'accroître la demande, y compris avec la création des emplois publics et des formations nécessaires, et de soutenir la productivité globale

et donc l'efficacité de l'offre productive. Sur un autre plan, il convient de réorienter le Programme-cadre de recherche et de développement (PCRD) de l'Union européenne vers une démarche de coopérations tournées vers la satisfaction des besoins de toute nature des populations.

Nous demandons que les questions liées à la recherche soient exclues du champ des négociations de l'OMC et évidemment du mandat devant être rendu public des négociateurs du Grand marché transatlantique. Ainsi, la dynamique de relocalisation évoquée ci-dessus permettrait de faire monter en puissance un nouveau modèle de développement plus endogène, c'est-à-dire tourné prioritairement vers la satisfaction des besoins de chaque peuple tout en laissant une place significative aux échanges internationaux dans une perspective d'utilité mutuelle. En réalité, ce problème est partout posé. Il fait par exemple l'objet d'un réel débat en Chine. N'était-il pas aussi en filigrane derrière les immenses manifestations de l'an dernier au Brésil ?

\*\*\*\*

### **Promouvoir une politique industrielle adaptée au XXI<sup>e</sup> siècle**

C'est en s'appuyant sur ces différents principes, qu'il est possible de concevoir et de mettre en place une politique industrielle renouvelée, élément indispensable de la réponse aux besoins, de l'équilibre de nos échanges et de notre capacité d'indépendance. Elle constitue un facteur clé de la création d'emplois, et d'un développement alter-

natif et pérenne. Toute avancée sérieuse en ce domaine implique une ferme volonté politique face aux urgences ; volonté qui n'existe pas aujourd'hui (exemples actualisés de luttes contre des fermetures de sites ou de liquidations d'entreprises) ainsi qu'une action dans la durée prenant en compte le temps long, en rupture avec les logiques actuelles. Évidemment tout ce qui suit est inséparable d'un processus beaucoup plus

puissant de luttes et d'intervention des salariés et des populations. Nous n'avancions pas des propositions de nature technique, voire technocratique. Elles obéissent à une conception du développement et à une vision de notre avenir remettant en cause la domination des objectifs de rentabilité sur l'activité humaine. Elles télescopent les intérêts du capital. En revanche, elles coïncident avec ceux du pays et des peuples. Elles peuvent faire l'objet de batailles gagnables, d'avancées partielles mais précieuses car elles ouvrent le champ des possibles.

### **Filières stratégiques, nœuds technologiques et « systèmes productifs »**

Il est tout d'abord indispensable de raisonner en matière de développement de filières stratégiques. Cette approche permet, en effet, d'ouvrir des perspectives de long terme à des entreprises appartenant à des professions différentes, mais coopérant sur des projets communs. À titre d'illustration de cette démarche, rappelons que l'irruption des écrans plats pour les téléviseurs n'a été possible que par la coordination des efforts et des découvertes dans des domaines tels que les semi-conducteurs, la connectique, l'industrie du verre, les nanotechnologies. Des « branches » différentes, une même filière. En France, une vingtaine de filières structurantes peuvent être identifiées de l'aérospatiale à la pharmacie en passant par l'agroalimentaire, l'automobile, les transports urbains et ferroviaires, la navale, les richesses marines, les outils de la communication et le *big data*, le bâtiment, la rénovation thermique des logements ou encore l'énergie. Nous récusons la thèse selon laquelle il faudrait sacrifier des industries qualifiées

trop rapidement d'obsoletes pour se concentrer sur les seules industries d'avenir (le numérique...). En réalité, la révolution technologique s'applique partout. De surcroît, la transformation profonde du modèle productif en cours est de nature à donner à toutes de nouvelles perspectives. En fait, nous devons favoriser l'émergence de « systèmes productifs » organisant l'articulation d'acteurs appartenant à des filières différentes. L'avenir sur lequel cela débouchera sera conditionné par le rapport de forces que les acteurs de la transformation sociale seront en capacité d'impulser entre les investissements dans les hommes et l'accumulation financière.

Une précision de taille est également incontournable... L'intégration des exigences écologiques à notre appareil industriel ne peut se limiter au simple « verdissement » de méthodes ou d'objectifs de production et de rentabilité qui resteraient inchangés pour l'essentiel. (ce qu'on appelle le capitalisme vert), L'enjeu est bien d'ouvrir à l'industrie des perspectives de transformations de son fonctionnement, de productions nouvelles, de croissance alternative et durable ainsi que de création d'emplois. Dans le même esprit, une attention particulière doit être portée aux nœuds technologiques qui conditionnent l'avenir : des biotechnologies aux nanotechnologies en passant par les nouveaux matériaux, les technologies énergétiques, la chimie végétale ou le biomimétisme, etc. Insistons sur le fait que les technologies ne sont pas en elles-mêmes vecteur d'un mode de développement émancipateur comme elles ne sont pas en elles-mêmes des portes ouvertes sur l'enfer. Certes, elles ne sont pas neutres car elles structurent une organisation productive et des relations entre les humains.

Mais le plus important tient à la question de leur maîtrise sociale, aux conditions que nous créons pour placer les scientifiques, les salariés, les élus et la population – chacun ayant un rôle spécifique – en situation d'intervenir efficacement sur les choix technologiques. Sur un autre plan, les pouvoirs nouveaux d'intervention des salariés sont un facteur d'efficacité accrue pour une meilleure adéquation des productions et des besoins.

Ouvrons une parenthèse. L'impératif de maîtrise sociale s'applique aussi aux *fab-labs* (Fabrication laboratory), ces ateliers en libre accès où des imprimantes 3D et des machines-outils partagées pilotées par ordinateur peuvent fabriquer rapidement des produits extrêmement divers : vêtements, meubles,

bibelots, appareils ménagers etc.. Leurs concepteurs (Media Lab du MIT à la fin des années 1990) les ont définis comme des lieux de partage de savoirs et de savoir-faire, des laboratoires de conception et de production ouverts qui participent au tissu des relations locales. Ils peuvent être considérés comme les prémises d'un nouveau modèle productif fondé sur l'innovation, l'initiative décentralisée, la promotion du local, le partage et la constitution de réseaux (ils sont d'ailleurs organisés en réseau du local au mondial). Ils démontrent à quel point la démarche de partage et de coopération est une voie d'avenir pour les sociétés humaines. À n'en pas douter, une bataille importante sera nécessaire pour sauvegarder et développer leur capacité à porter un modèle de développement alternatif.

## LES EXIGENCES DÉMOCRATIQUES DE CETTE POLITIQUE NOVATRICE

### Une planification transformée

Déterminer les grandes priorités et mobiliser préférentiellement les financements et les recherches donne toute son importance à la planification que nous avons évoquée précédemment. Nous voulons construire un processus planificateur et prospectif permettant d'orienter les efforts et les investissements concernant les services publics, les secteurs stratégiques ou encore ceux qui préparent l'avenir et sur lesquels il faut absolument être présent. Notre conception est celle d'un processus démocratique impliquant le parlement, les scientifiques, les syndicats, les associations, les élus locaux et les citoyens eux-mêmes se prononçant sur des

choix structurants. Ce processus devrait s'appuyer sur des outils publics de prospective partagée avec les différents acteurs afin de déterminer des objectifs dynamiques. Nous sommes évidemment très loin de ce qu'est l'actuel Centre d'analyse stratégique.

### Mobiliser nos atouts énergétiques

Dans cette logique, les questions énergétiques occupent une place particulière. Un système énergétique fondé sur un service public fort, capable de répondre aux besoins du pays et de son industrie grâce à une production aussi décarbonée que possible (notamment en ce qui concerne l'électricité) est un avantage majeur dont il convient d'ap-

précier l'importance. La transition énergétique vers un mix de plus en plus apte à limiter le changement climatique et ses conséquences, fondé sur un progrès des énergies renouvelables contribuant à une réduction des émissions carbonées et la préservation de l'atout que constitue le nucléaire, est un objectif majeur dans cette perspective. Mais cet objectif implique un grand effort de recherche pour pallier le caractère intermittent et le coût de l'éolien et du photovoltaïque, pour préparer le nucléaire de quatrième génération, étudier l'énergie de fusion comme pour avancer sur la voie de filières nouvelles (hydrogène, piles à combustible, hydroliennes, etc.). Il implique également une exigence sans faille de transparence et de sûreté maximale pour le nucléaire.

### **Pôles publics et services publics**

Plus généralement, il ne peut y avoir d'essor industriel sans un important développement des services publics. Par les besoins d'équipements qui sont les leurs afin d'assurer leurs missions, les services publics adressent une demande et une offre stimulante au nouveau système productif intégré que constituent l'industrie et les services. L'industrie a donc besoin de services publics adaptés et efficaces.

En lien avec les exigences d'efficacité sociale nouvelle et de réappropriation démocratique, des pôles publics doivent être constitués dans les filières stratégiques pour orienter les politiques d'investissements, de développement et de recherche. Leur forme ne peut être identique dans tous les secteurs puisque leur conception et leur organisation doivent coller au plus près de réalités diversifiées (caractéristiques de l'activité concernée, ampleur des participations publiques dans les principales

entreprises, nature des liens avec les territoires, insertion dans les processus actuels de mondialisation etc.). On ne peut, par exemple, raisonner de la même manière pour l'énergie, le ferroviaire, l'aérospatial, l'agroalimentaire, la pharmacie ou la recherche. La palette des moyens qu'il est possible de mobiliser est vaste, on peut en dresser une liste non exhaustive : nationalisations (tout particulièrement dans les services publics et certains grands secteurs stratégiques), prises de participations décisives, voire majoritaires, *golden share* (action décisive) dans des entreprises sensibles, créations de groupements d'intérêt économique (GIE) permettant aux entreprises de coopérer sur des projets ambitieux : constitution de coopératives par les salariés notamment parmi les PME ou les ETI (entreprise de taille intermédiaire) d'une filière, mobilisation de crédits bonifiés toujours conditionnés à la définition d'objectifs sociaux et environnementaux, etc. La définition de ces moyens doit faire l'objet d'un large processus démocratique.

### **Financer l'industrie autrement**

Inutile d'insister sur le fait que dans cet ensemble, la création d'un pôle financier public digne de ce nom jouerait un rôle absolument déterminant.

Il serait constitué notamment de la Banque publique d'investissement profondément transformée, de la Caisse des dépôts, de la banque postale, d'une banque à nationaliser ainsi que des banques coopératives. Son adossement à des fonds régionaux fonctionnant sur la base d'un système de crédit sélectif pour l'emploi et la formation avec les investissements de recherche nécessaires permettrait de soutenir des priorités enclenchant un cercle vertueux de développement.

L'offensive politique pour que ce type de démarche existe à l'échelle de l'Europe ouvrirait des perspectives plus vastes encore.

Mais le financement de l'industrie devrait également s'appuyer sur la réorientation et la maîtrise sociale du système bancaire, avec des crédits assortis d'objectifs chiffrés d'emploi et de formation tels que leurs taux d'intérêt soit d'autant abaissé que ces objectifs seraient élevés. La bataille sur ce thème est d'une importance première. Elle concerne aussi le secteur bancaire coopératif dont la place est considérable dans notre pays. Dans ce contexte, la réorientation de l'investissement des fonds de l'assurance vie ou de l'épargne salariale pourrait jouer un rôle utile. Plus généralement, ce processus de relance par l'industrie est lié à la réorientation des politiques macroéconomiques conduites en France comme en Europe ainsi qu'à la réforme en profondeur – ô combien nécessaire – de la BCE et de l'euro lui-même.

Il faut enfin refonder la fiscalité de l'entreprise – et notamment l'impôt sur les sociétés – afin de faire reculer les prélèvements financiers, de lutter contre tous les gâchis de capital et de favoriser l'investissement utile, le développement de l'emploi et des capacités humaines.

### **Des pouvoirs nouveaux**

De la même manière, la question des pouvoirs nouveaux des salariés est un élément majeur pour définir des stratégies d'entreprises et transformer leur gestion. Sans être complet, rappelons l'avis obligatoire du CE ou des représentants du personnel pour les décisions stratégiques, la participation de représentants des salariés dans les conseils d'administration, le droit de veto suspensif des élus du personnel en cas de fermeture

ou de délocalisation et l'obligation d'examiner les propositions des salariés, le droit de reprise de l'activité par les salariés en coopérative s'ils le souhaitent. Dans une période où les salariés s'interrogent, individuellement et collectivement, sur le sens de leurs actions comme sur la finalité de leur travail, ces nouveaux pouvoirs doivent inclure également des droits d'intervention directe sur la définition de l'organisation du travail et des conditions de travail.

Dès le lieu de travail il faut remettre en cause des indicateurs de gestion et des modes de management qui s'appuient sur le culte de la compétition et sont tournés vers un maximum de cash pour les actionnaires. Imprégnant toute la gestion et l'organisation du travail des entreprises, ils en alimentent la financiarisation parasitaire.

Bien évidemment, ces questions ouvrent sur un champ d'importance majeure : celui du travail. Les mécanismes de la suraccumulation du capital et la crise qu'ils engendrent provoquent des ruptures de plus en plus douloureusement ressenties entre les travailleurs et leur travail.

Assujetties au *lean management* (la chasse à tous les coûts, sauf les coûts financiers, notamment ceux du travail) les finalités de ce dernier sont de plus en plus éloignées des aspirations des salariés. Contrairement au discours des directions d'entreprises, son contenu est de plus en plus encadré par des normes venues d'en haut et soumis à des évaluations de nature financière. La reconnaissance des qualifications est de plus en plus contestée par le patronat. Le déroulement de carrières de plus en plus difficile. Gagner son autonomie au travail est de plus

en plus un combat ; comme voir reconnaître une égalité effective entre les femmes et les hommes. Depuis des années maintenant, les salaires stagnent voire baissent sous la pression du chantage à l'emploi. Les conditions de travail se dégradent à l'aune de réalités nouvelles induites par la course aux profits. Le stress et les troubles psychosociaux sont devenus monnaie courante.

Plus généralement tout ce qui vient d'être évoqué ouvre sur une réflexion de première importance : l'inexistence de l'entreprise en tant que communauté humaine créatrice de richesses pour répondre aux besoins.

Aujourd'hui le droit de l'entreprise est assimilé au droit des sociétés, c'est-à-dire à la défense des intérêts des seuls propriétaires du capital. L'entreprise doit être considérée dans sa véritable nature. Les salariés sont aussi l'entreprise. Ils doivent pouvoir eux aussi déterminer son avenir. Les conceptions de gestion doivent prendre en compte leur rôle contributif afin de conjuguer dans tous les choix le social, l'économique et l'écologique. Les salariés, plus que quiconque, sont les garants de la préoccupation du long terme qui garantit la pérennité de l'activité. Cette considération fondamentale doit, par exemple, conduire à l'interdiction des LBO, qui permettent à des fonds financiers prédateurs d'acquérir avec un minimum d'apport des entreprises grâce à des emprunts remboursés ensuite par l'entreprise cible.

Tout cela étant rappelé, nous avons également des propositions pour faire face aux situations dans lesquelles des reconversions d'emplois s'avèrent indispensables (inadéquation des productions ou obsolescence des technologies employées notamment). Notre approche en matière de sécurisation des parcours professionnels et des transitions (sécurité d'em-

ploi ou de formation) trouve là toute sa valeur. À rebours de la flexisécurité qui démantèle les garanties du droit du travail (cf. l'ANI de janvier 2013), elle permet aux salariés de bénéficier tout à la fois d'une garantie de leur revenu et d'une formation les préparant à une mutation professionnelle et débouchant effectivement sur un autre emploi. Ce qui nous ramène à la question première d'une politique économique et industrielle générant une dynamique de création d'emplois.

### **Une véritable responsabilité sociale et territoriale de l'entreprise**

La question de la responsabilité territoriale des entreprises est, nous l'avons dit, un des éléments constitutifs du nouveau paradigme dont nous parlons. La thèse postmoderniste de l'entreprise déterritorialisée, tournée vers le marché mondial grâce aux réseaux de communication, a fait la preuve de sa mal-faisance. Toute la logique que nous venons d'exposer démontre que les territoires qui ont apporté les infrastructures nécessaires à son fonctionnement, les services publics sur lesquels elle peut s'appuyer et la main-d'œuvre qualifiée qui lui donne sa substance ont légitimement voix au chapitre dès lors que des décisions pouvant les influencer sont envisagées.

Rappelons que nous nous battons pour que les fonds publics attribués aux entreprises soient contrôlés par des commissions au niveau des bassins d'emploi, commissions dans lesquelles doivent siéger des élus. Pouvoir demander le cas échéant le remboursement de fonds utilisés *in fine* contre l'emploi ou donner du contenu à leur conditionnalité sont des moyens puissants permettant d'influer sur les décisions et les stratégies.

L'approche territoriale est donc une dimension clé pour la démocratie locale, pour la réappropriation de l'industrie, pour mettre les projets en rapport avec les besoins sociaux et environnementaux. Elle revêt une importance particulière pour le renforcement des PME comme pour la formation, la cohérence territoire, formation, industrie devant être fortement soulignée.

Cette approche suppose aussi que l'État joue son rôle stratégique en prise avec la démocratie locale. L'enjeu est d'éviter la mise en concurrence, néfaste pour chacun comme pour tous, et d'impulser un pilotage vertical pour les filières et transversal pour les territoires, permettant de porter l'effort de la puissance publique là où c'est nécessaire.

Le lien entre les entreprises et les territoires a également une dimension mondiale. Sur un certain nombre de sujets, il faut en effet mutualiser des efforts considérables et des coûts de recherches, d'expérimentation et de développement dont le montant est gigantesque. Le réchauffement climatique, les défis énergétiques, l'approvisionnement en eau de multiples régions, les défis sanitaires et alimentaires comme la gestion économe des matières premières et de leurs alternatives durables impliquent à la fois des mesures urgentes et la construction de solutions de long terme.

### **Transformer les politiques de recherche**

Ces quelques considérations conduisent à insister sur l'importance de la politique de recherche. Contrairement à la logique des laboratoires d'excellence confirmés d'un quinquennat à l'autre, nous avons plus que jamais besoin d'un très fort développement

de la recherche fondamentale de haut niveau n'obéissant pas à des objectifs d'applications immédiates. C'est de cette manière que se construit l'avenir à long terme. La recherche fondamentale ne peut être contrainte par des objectifs économiques conditionnés par la rentabilité qui empêcheraient son déploiement ou l'asserviraient à une logique qui n'est pas la sienne. Les chercheurs ont besoin d'indépendance intellectuelle, d'institutions qui la permettent et la garantissent ainsi que de moyens pour explorer, découvrir et aboutir à des ruptures conceptuelles. Souvenons-nous du célèbre adage : « Ce n'est pas en perfectionnant la bougie que l'on a découvert l'électricité. »

En même temps, malgré le Crédit d'impôt recherche et ses effets d'aubaine, l'insuffisance globale de la R&D des entreprises constitue un handicap majeur pour notre pays. La création d'un pôle public de la recherche dont les objectifs seraient : de définir de grandes priorités pour l'effort de recherche et d'infléchir la recherche des entreprises vers des objectifs d'intérêt national permettrait d'agir pour redresser la barre. Par la conception de son organisation, ce pôle public devrait favoriser la participation de tous les acteurs à l'élaboration des décisions. Par ailleurs, les pôles de compétitivité devraient être profondément transformés. Nous parlons de « pôles technologiques de coopération » intégrant, comme des objectifs prioritaires, la production et la valorisation des recherches sur notre territoire.

### **Soutenir spécifiquement les PME et les ETI**

Pour finir, insistons sur le fait que la politique industrielle va bien au-delà des grands secteurs et concerne l'ensemble du

tissu économique. C'est dans ce cadre que nous concevons le soutien aux PME et aux entreprises de taille intermédiaire (les ETI) notamment par le biais du crédit. Leur développement est d'une importance déterminante pour la construction du nouveau modèle productif.

Relocalisation des productions, liens resserrés avec les territoires, expansion des entreprises coopératives, tous ces éléments impliquent un tissu beaucoup plus dense

de PME et d'ETI. Ce nouveau dynamisme renvoie également à la mise en place de fonds régionaux, nationaux et européens pour le développement et l'emploi. Il renvoie tout autant aux relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants qui, grâce à une législation adaptée, doivent être profondément transformées dans un sens de coopération en rupture avec les relations actuelles fondées sur la brutalité des rapports de force.

## UNE BATAILLE POLITIQUE DE HAUT NIVEAU DANS L'ENTREPRISE

Ces analyses et propositions, ce projet pour une nouvelle industrialisation sont des outils pour l'action, pour faire bouger les rapports de force à l'avantage des travailleurs et de leurs familles, faire progresser le rassemblement populaire sur des objectifs novateurs et crédibles. Il s'agit d'aider les salariés de toutes catégories, les populations, à s'unir pour résister, engager et gagner des luttes nouvelles.

La volonté de François Hollande et du MEDEF d'imposer un « pacte de responsabilité », de baisse du coût du travail et des dépenses publiques au nom de la compétitivité, fait de l'entreprise un lieu et un enjeu décisif de lutte sociale, idéologique et politique et de rassemblement.

Ce qu'ils visent, c'est intégrer durablement salariés et syndicats aux objectifs de rentabilité du grand patronat et des marchés financiers ; c'est un « compromis historique », rompant avec les traditions de lutte de classe de notre peuple, à l'origine de grands acquis

sociaux, et cherchant à fermer toute perspective de changement.

Combattre ce projet et le mettre en échec, combattre efficacement les choix de gestion des grands groupes contre l'emploi, c'est organiser en grand sur le terrain la bataille de la responsabilisation sociale, territoriale et environnementale des entreprises.

Dans ce contexte, l'intervention des salariés, leurs luttes et celles des populations concernées jouent un rôle déterminant.

En se battant pour le maintien des sites, la sauvegarde des emplois, le développement des activités, la définition de perspectives d'avenir, la défense et la promotion des services publics les salariés défendent les intérêts du pays. Ils le font aussi en luttant pour leurs salaires, leurs conditions de travail et la sauvegarde de leurs garanties collectives.

Dans ces mobilisations collectives ils peuvent compter sur les communistes. Les militants, les élus sont avec eux, sont parmi eux, parties

prenantes de leurs combats ! Car l'intervention des salariés, leur mise en mouvement est un élément décisif pour tout pas en avant, pour toute avancée transformatrice concernant le potentiel productif de la France.

La bataille politique à mener ne consiste pas seulement à interpeller l'État ; elle doit viser également le patronat et s'attaquer au pouvoir économique que la finance s'est aujourd'hui approprié. Elle concerne donc l'intervention sur les stratégies des entreprises, l'utilisation des ressources publiques comme privées, les modes de gestion, l'influence sur l'environnement... Elle doit viser aussi les banques pour exiger que ces dernières jouent leur rôle dans le financement de l'industrie. Il s'agit de lier dans l'action les objectifs de progrès sociaux avec les moyens financiers et les pouvoirs qui en conditionnent la réalisation.

Au compromis de régression sociale Hollande-MEDEF, il s'agit d'opposer le défi d'un nouveau compromis social de progrès, tel que fut, dans les conditions de son époque, le programme du CNR. Compte tenu des multiples enjeux auxquels nous devons faire face pour construire des réponses novatrices à la crise systémique, il est indispensable, dans les conditions d'aujourd'hui qui sont bien différentes, d'inscrire ces réponses dans la visée d'une nouvelle civilisation dépassant le capitalisme. Cela concerne particulièrement un recul sans précédent des critères de gestion et du système de pouvoir capitalistes dans la production et les services en même temps que la promotion de nouveaux rapports de la France à l'Europe et de celle-ci au monde. La nouvelle industrialisation de la France pour répondre aux besoins contemporains

est au cœur de ce processus. Elle permettrait, en effet, de générer l'activité et les millions d'emplois nécessaires afin de donner une nouvelle dynamique au pays et d'ouvrir des perspectives de progrès et d'espoir pour notre peuple.

Cette bataille a une dimension et des enjeux proprement politiques.

Si elle concerne bien sûr le syndicalisme de défense des intérêts matériels et moraux des salariés par la satisfaction des revendications, cette dimension politique ne relève pas, pour l'essentiel, de la fonction des syndicats. Il y a donc besoin d'un PCF à même de porter la hauteur de l'enjeu de la bataille politique dans les entreprises. C'est d'autant plus important qu'en réalité, dans le rapport de forces d'aujourd'hui, seul le MEDEF fait de la politique sur le lieu de travail. S'il en était besoin, c'est une démonstration forte que l'entreprise est en réalité et plus que jamais un lieu essentiel de socialisation politique. S'attaquer à une réindustrialisation ou à une nouvelle industrialisation sociale et écologique du pays demande une intense bataille d'idées et d'intervention, mais qui peut déboucher vite car les attentes sont fortes y compris dans les milieux industriels eux-mêmes.

L'économie circulaire, la révolution numérique, la transition énergétique, la recherche fondamentale qui ouvre sur le progrès..., va-t-on laisser tout cela piloté par les 1 % qui détiennent la plupart des richesses et des leviers économiques ? Ce n'est pas ce qu'attend la jeunesse laissée pour compte malgré son haut niveau de qualification, ce n'est pas ce qu'attendent les femmes qui n'ont toujours pas l'accès aux responsabilités ni le salaire

correspondant par rapport aux hommes, ce n'est pas ce qu'attend la majorité de notre peuple. Une intervention politique de l'extérieur des entreprises, si utile soit-elle, ne saurait suffire. Nous avons besoin de communistes organisés pour l'action et la bataille idéologique parmi les salariés, sur leur lieu de travail, à l'intérieur des entreprises, dans les bassins d'emploi et à l'échelle des groupes et branches de l'industrie et des services.

Les objectifs concrets de cette bataille politique sont d'une grande importance. Par leurs enjeux concrets, ils peuvent rencontrer en très large écho.

- Bataille à propos du CICE et du pacte de responsabilité pour mettre en cause la baisse du coût du travail, pour des propositions de baisse du coût du capital. Il s'agit de réorienter l'argent vers un développement productif, social et écologique. Elle peut s'appuyer sur des leviers tels que la sélectivité du crédit, la modulation des cotisations patronales ainsi que de la fiscalité des entreprises.

- Bataille pour la sécurisation de l'emploi et de la formation face au chantage à l'emploi avec les accords de compétitivité et contre la flexisécurité.

- Bataille pour une Conférence nationale pour un développement productif, social et écologique, avec tous les acteurs concernés

- Bataille sur les responsabilités des banques, pour un pôle public financier et des fonds régionaux activant le levier d'un nouveau type de crédit en faveur de l'emploi, de la formation, de la recherche, de l'environnement.

- Bataille aussi pour un Fonds de développement social et écologique européen finançant le développement des services publics en France et dans toute l'Union européenne.

(Soulignons au passage combien de telles batailles appellent le rapprochement, la jonction des salariés de l'industrie et des banques).

- Bataille enfin sur les nouveaux droits et pouvoirs des salariés, notamment pour un avis obligatoire des CE sur les orientations stratégiques des entreprises et des groupes ; et pour un droit de veto suspensif sur les suppressions d'emplois, les fermetures de sites, les délocalisations, avec examen obligatoire des propositions alternatives des salariés.

### **Un PCF présent dans les entreprises et sur les lieux de travail**

Le chantier de travail et d'action est considérable. Mais il est décisif. Il montre le besoin d'un PCF à même de porter la bataille politique à la hauteur de l'enjeu dans les entreprises et sur les lieux de travail.

De ce point de vue, nous avons beaucoup reculé, et notre culture originale d'organisation politique à l'entreprise aussi. Nous avons besoin non pas de chercher à refaire à l'identique ce qui a existé, mais de chercher comment nous donner les moyens de répondre aux défis d'action politique d'aujourd'hui, dans le salariat et les entreprises tels qu'ils sont, au défi d'unité du salariat face à tout ce qui le divise, d'affirmation consciente de la classe ouvrière contemporaine.

Il n'y a ni réponses toutes faites, ni réponses faciles. Nous sommes bien conscients des difficultés qu'il nous faut surmonter.

Des cellules, quelques sections ont continué d'exister ou dans quelques cas se sont constituées. Certaines fonctionnent activement, d'autres moins. Quelques formes de réseaux ont été expérimentées. Une évaluation globale doit être menée à bien.

Mais, au total, une chose est certaine, nous sommes loin du compte.

Beaucoup d'adhérents du parti sont des salariés de l'industrie et des services, mais peu sont organisés pour agir dans le champ de l'entreprise. En même temps, le parti est très sollicité par les batailles électorales, incontournables, mais celles-ci ne nous rapprochent pas spontanément des entreprises.

### Comment avancer ?

Il nous faut mettre les enjeux de fond en débat, et prolonger dans le parti à tous les niveaux les réflexions avancées à l'occasion de notre convention.

L'état des lieux évoqué précédemment devrait nous conduire à recenser nos forces dans les principaux grands groupes et branches. En liaison avec les luttes, et sur la base d'initiatives d'action, un plan de travail devrait être engagé avec les fédérations disponibles sur des objectifs réalisables, faisant l'objet d'un suivi et d'évaluations régulières.

Les modalités de cette réorganisation de notre travail doivent être mises en œuvre sans idées préconçues. Collectifs, réseaux,

cellules, sections ; l'important est de parvenir à organiser les militants pour agir sans opposer une forme à l'autre. La condition est d'être bien en phase avec la réalité des différentes situations.

La question de la présence de militantes et militants des entreprises plus nombreux dans les directions doit être posée. Elle est impérative si nous voulons avancer. Elle permettrait aussi de progresser vers une nouvelle culture collective d'action et d'organisation communiste dans les entreprises.

Nous devons également mettre en valeur le rôle de nos élus à tous les niveaux pour renforcer notre bataille politique. Les interventions des députés communistes pour une proposition de loi visant la sécurisation de l'emploi, ou permettant la mise en place de commissions d'enquêtes parlementaires sur la sidérurgie, sur les exonérations de charges patronales, sur l'industrie aéronautique et spatiale démontrent la portée de ce travail comme le démontrent également les initiatives de nombreux conseillers régionaux, députés européens ou élus locaux.

\*\*\*\*

**Pour conclure**, notre approche ambitieuse vise à faire entrer le processus productif et plus généralement le processus de développement dans un « cercle vertueux », alors que la logique actuelle nous entraîne dans une spirale de crise et de régression. Ce cercle vertueux est fondé sur une idée clé : l'activité au service des besoins engendre l'activité. En s'attaquant aux prélèvements écrasants

opérés par les exigences du capital, on ouvre des marges de manœuvre qui changent la donne quant à la manière d'aborder les différents problèmes (dépenses collectives, transitions professionnelles santé, retraite mais aussi investissements préparant l'avenir du pays, capacité de coopération internationale, politiques de co-développement ou d'aide au développement, etc.).

Notre démarche est également fondée sur une démocratisation audacieuse avec les nouveaux pouvoirs, les outils de maîtrise collective, les financements d'efficacité sociale et écologique, les formes de propriétés ayant pour moteur l'intérêt collectif et la solidarité. L'interaction de tous ces éléments peut constituer une véritable démarche d'appropriation sociale.

Sur un autre plan, le paysage que suggère l'approche que nous venons de développer est celui d'une pluralité de solutions. Propriété publique profondément démocratisée pour les grands services publics mais

aussi pour certains secteurs déterminants pour le devenir du pays, capacité collective d'orientation stratégique par le crédit, intervention du pôle public financier ou présence de fonds à gestion démocratique dans la plupart des grandes entreprises, développement d'un vaste secteur coopératif ou relevant de l'économie sociale et solidaire, soutien aux PME grâce à la réorientation des activités bancaires. Cette démarche d'appropriation sociale appliquée à l'industrie recèle un potentiel considérable de transformation de la société dans le sens d'un nouveau développement de progrès humain. ■



**PCF**  
Parti communiste français

**FRONT  
DE GAUCHE**

**Parti communiste français**